



FR

**CETTE ACTION EST FINANCÉE PAR L'UNION EUROPÉENNE**

**ANNEXE 2**

de la décision d'exécution de la Commission relative au financement du plan d'action annuel en faveur de la République de Guinée pour 2024

**Document relatif à l'Action pour le programme d'aménagement du territoire, eau potable et assainissement urbain en Guinée (SANITA+)**

**PLAN D'ACTION ANNUEL**

Le présent document constitue le programme de travail pluriannuel au sens de l'article 110, paragraphe 2, du règlement financier, ainsi que le plan d'action au sens de l'article 23 du règlement IVCDCI - Europe dans le monde.

## 1 SYNTHÈSE

### 1.1 Tableau récapitulatif de l'action

<b>1. Titre</b> <b>CRIS/OPSYS</b> Acte de base	Programme d'aménagement du territoire, eau potable et assainissement urbain en Guinée (SANITA+) Numéro Opsys: ACT-62314 Financé au titre de l'instrument de voisinage, de coopération au développement et de coopération internationale (IVCDCI – Europe dans le monde)
<b>2. Initiative «Équipe Europe»</b>	Oui Cette action fait partie d'une initiative Team Europe en République de Guinée. Elle s'intègre dans la TEI "Économie verte et bleue" de la République de Guinée
<b>3. Zone bénéficiaire de l'action</b>	République de Guinée L'action sera menée à l'endroit suivant : territoire national
<b>4. Document de programmation</b>	L'action est encadrée dans le deuxième domaine prioritaire du PIM 2021-2027 "Développement humain"
<b>5. Lien avec les objectifs/résultats attendus du (des) PIP concernés</b>	OS 2.1: « Renforcer les infrastructures et les services d'approvisionnement en eau et d'assainissement. » R 2.1a: « Les systèmes d'approvisionnement en eau potable, et de l'assainissement solide et liquide sont étendus et améliorés (parties eau potable et déchets solides). » R 2.1b: « Le taux d'accès à l'eau potable et l'assainissement solide et liquide est augmenté (parties eau potable et déchets solides). »
<b>DOMAINES PRIORITAIRES ET INFORMATIONS SECTORIELLES</b>	
<b>6. Domaine(s) prioritaire(s), secteurs</b>	Développement humain : accès à l'eau potable, à l'assainissement et à l'hygiène

<b>7. Objectifs de développement durable (ODD)</b>	<p>ODD principal: ODD n°6 « Garantir l'accès de tous à l'eau et à l'assainissement et assurer une gestion durable des ressources en eau »</p> <p>Autres ODD significatifs (Jusqu'à 9) ou appropriés, cibles:</p> <p>ODD n°11 « Villes et communautés durables : faire en sorte que les villes et les établissements humains soient ouverts à tous, sûrs, résilients et durables »</p> <p>ODD n°10 « Inégalités réduites » et</p> <p>ODD n°13 « Mesures relatives à la lutte contre les changements climatiques ».</p>			
<b>8. a) Code(s) CAD</b>	Code CAD 14000 – EAU et Assainissement – 100%.			
<b>8. b) Principal canal d'acheminement</b>	Canal principal : Institution de l'Union européenne (EIB...) – 42000 Banques régionales de développement (BAD...) – 46000			
<b>9. Objectifs de dépenses</b>	<input type="checkbox"/> Migration <input checked="" type="checkbox"/> Climat <input type="checkbox"/> Inclusion sociale et développement humain <input checked="" type="checkbox"/> Égalité de genre <input checked="" type="checkbox"/> Biodiversité <input type="checkbox"/> Éducation <input type="checkbox"/> Droits de l'homme, démocratie et gouvernance			
<b>10. Marqueurs</b>  <b>(À partir du formulaire CAD)</b>	<b>Objectif général @</b>	<b>Non ciblé</b>	<b>Objectif significatif</b>	<b>Objectif principal</b>
	Développement de la participation/bonne gouvernance	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>
	Aide à l'environnement @	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>
	Égalité entre les hommes et les femmes et autonomisation des femmes et des filles	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
	Santé génésique, de la mère, du nouveau-né et de l'enfant	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
	Réduction des risques de catastrophe @	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
	Inclusion des personnes handicapées @	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
	Nutrition @	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
	<b>Marqueurs de la convention de Rio</b>	<b>Non ciblé</b>	<b>Objectif important</b>	<b>Objectif principal</b>
	Diversité biologique @	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
	Lutte contre la désertification @	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
	Atténuation du changement climatique @	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>
	Adaptation au changement climatique @	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
<b>11. Marqueurs internes et balises</b>	<b>Objectifs stratégiques</b>	<b>Non ciblé</b>	<b>Objectif important</b>	<b>Objectif principal</b>
	Transformation numérique @	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>

	connectivité numérique gouvernance numérique entrepreneuriat numérique compétences numériques services numériques	OUI <input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/>	NON <input checked="" type="checkbox"/> <input checked="" type="checkbox"/> <input checked="" type="checkbox"/> <input checked="" type="checkbox"/> <input checked="" type="checkbox"/>	
	Connectivité @	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
	connectivité numérique énergie transports santé éducation et recherche	OUI <input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/>	NON <input checked="" type="checkbox"/> <input checked="" type="checkbox"/> <input checked="" type="checkbox"/> <input checked="" type="checkbox"/> <input checked="" type="checkbox"/>	
	Migration @	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
	Réduction des inégalités @	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
	COVID-19	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
<b>INFORMATIONS RELATIVES AU BUDGET</b>				
<b>12. Montants concernés</b>	Ligne budgétaire : 14.020120 Coût total estimé : 46 000 000 EUR Montant total de la contribution du budget de l'UE 46 000 000 EUR. Les États membres qui apportent leur soutien à la TEI « Économie vert et bleue » sont : Belgique, France et Italie pour un montant estimé de 304 000 000 EUR			
<b>GESTION ET EXÉCUTION</b>				
<b>13. Type de financement</b>	<b>Gestion indirecte</b> avec entité(s) à sélectionner conformément aux critères énoncés aux sections 4.4.1 et 4.4.2. La contribution à la plateforme régionale de financement mixte (African Investment Platform – AIP) est mise en œuvre en gestion indirecte par les entités indiquées à l'annexe du présent document d'action, conformément à la procédure d'attribution de l'AIP de financement mixte.			

## 1.2 Résumé de l'action

Ce programme s'inscrit dans la continuité des programmes SANITA I et II du 11<sup>ème</sup> FED, en élargissant son domaine d'intervention de l'assainissement des déchets solides pour inclure également l'approvisionnement en eau potable comme principales stratégies visant à promouvoir des mesures d'atténuation et adaptation au changement climatique en Guinée. La mise en place des dits services doit continuer à être encadrée dans la planification urbaine et territoriale au sens plus large qui à son tour doit évoluer d'outil d'orientation à instrument contraignant et opposable aux tiers par loi. Le but général est, dans le cadre d'application des instruments de planification territoriale, d'un côté, de couvrir la réalisation de la première phase du Schéma Directeur d'Approvisionnement en Eau Potable (SDAEP) sur le Grand-Conakry - premier pas vers l'extension aux villes secondaires suite à la mobilisation d'autres bailleurs actuellement en attente de vérification de la viabilité financière de l'opération, de l'autre côté, de poursuivre et consolider la gestion des déchets solides développée dans les deux premières éditions du programme SANITA en sécurisant les acquis et en assurant sa pérennité sur le Grand Conakry et sa reproductibilité dans les villes secondaires en tenant compte une approche basée sur l'égalité

des genres et basé sur les droits humains. L'action, ainsi articulée sur trois objectifs spécifiques, va contribuer aux efforts nationaux de la lutte contre le changement climatique au même temps que pérenniser des services existants ou en déployer des nouveaux dans le cadre de la planification urbaine.

L'Objectif Général de l'action, insistant sur « la promotion de l'action climatique via l'amélioration durable et résiliente de l'environnement urbain et de la qualité de vie de la population urbaine du Grand Conakry (...) et des villes secondaires (...) » est en relation directe avec l'Objectif Spécifique 2.1 du Programme Indicatif Multi-annuel pour la République de Guinée « Renforcer les infrastructures et les services d'approvisionnement en eau et d'assainissement » 2021-2027 et renouvelle et élargit l'O.G. des actions SANITA I et II, dédiées à « améliorer l'environnement sanitaire et la qualité de vie des populations urbaines (...) ». Il correspond aux Objectifs de développement durable n° 13 « Action pour le climat », n°6 « Garantir l'accès de tous à l'eau et à l'assainissement et assurer une gestion durable des ressources en eau » et n°11 « Villes et communautés durables : faire en sorte que les villes et les établissements humains soient ouverts à tous, sûrs, résilients et durables ». Ces objectifs sont également conformes à l'Agenda 2063 de l'Union africaine, qui vise à promouvoir le développement durable sur l'ensemble du continent et soutient la mise en œuvre de l'Accord de Paris. L'action va contribuer au Plan d'Action Genre III (GAP III) 2021-2025<sup>1</sup> visant le domaine d'engagement thématique « Promouvoir les droits économiques et sociaux et l'autonomisation des filles et des femmes » et « Relever les défis et exploiter les possibilités offertes par la transition verte et la transformation numérique ».

Donc, après deux éditions du programme SANITA dédiées à la relance de la planification urbaine et à la refondation du système de Gestion des Déchets Solides (GDS) sur le Grand-Conakry et Kindia, qui ont recousu le tissu micro-entrepreneurial de collecte, redéfini le modèle de gestion, bâti les infrastructures et redéfini les rôles du maître d'œuvre et d'ouvrage, cette action cible essentiellement la pérennisation des acquis et l'extension du mandat de l'Agence National d'Assainissement et Salubrité Publique (ANASP) aux villes secondaires. En même temps, l'action profite de l'intérêt renouvelé de renforcer l'action climat en ajoutant le secteur de l'eau potable d'autres bailleurs de rang comme la Banque Mondiale (BM), la Banque Européenne d'Investissement (BEI), l'Agence Française de Développement (AFD) pour compléter l'action d'un volet correspondant dédié à faire du mixage prêt-don capable de livrer un achèvement sinon impossible comme le SDAEP.

L'action coche beaucoup de cases dans la liste du Comité d'aide au développement de l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE). C'est essentiellement un appui à la lutte contre le changement climatique basé sur le développement de la participation et la bonne gouvernance mais l'action vise aussi à aider l'environnement menacé par les déchets et à promouvoir l'égalité entre les hommes et les femmes (en particulier, jeunes, femmes/filles LGBT, personnes en situation de handicap, albinos, personnes déplacées) et à l'autonomisation des femmes et des filles conditionnée lourdement par l'indisponibilité d'eau potable, à la santé génésique de la mère, du nouveau-né et de l'enfant grâce à la promotion de meilleures conditions d'hygiène et à la réduction des risques de catastrophe causé par le manque de curage de la voirie urbaine pendant la saison des pluies. Côté marqueurs de Rio, elle contribue à l'atténuation du changement climatique en limitant les émissions de gaz à effet-serre de la fermentation des ordures non triées et abandonnées et de leur combustion sauvage et la réduction de consommation d'énergie sur le réseau de distribution d'eau potable. L'action va aussi contribuer à l'adaptation au changement climatique et la préservation des écosystèmes en diminuant la pression sur les différents habitats d'eau douce (en particulier mangroves dans la zone du Grand Conakry qui seront protégés par des plans d'aménagement du territoire contraignants). Plus en général elle contribue à la réduction des inégalités grâce à une meilleure accessibilité aux services de base. Les femmes et filles, surreprésentées parmi les populations pauvres, sont les principales victimes de la situation car elles sont généralement responsables de l'approvisionnement en eau au sein des ménages et y consacrent une partie importante de leur temps et de leur énergie, en créant des difficultés supplémentaires pour l'accès des filles à l'éducation, en empêchant les femmes de s'occuper à d'autres tâches qui leur rapportent des revenus et en mettant en risque leur santé.

L'action contribue de manière exemplaire à l'Initiative Equipe Europe « Économie verte et bleue » : depuis le premier programme SANITA les acteurs européens (Enabel, AFD) ont joué un rôle prépondérant dans la mise en œuvre. Grâce SANITA+, l'initiative pourra bénéficier du soutien des Institutions financières pour le Développement (DFIs) européennes et *like-minded* comme la Banque Mondiale. Dans ce cadre, l'action mettra en

<sup>1</sup> [https://www.eeas.europa.eu/eeas/gender-action-plan-iii-towards-gender-equal-world\\_en](https://www.eeas.europa.eu/eeas/gender-action-plan-iii-towards-gender-equal-world_en). Le Plan d'Action Genre III (GAP III) de l'Union européenne a été adopté par 24 États Membres à travers des [Conclusions de la Présidence du Conseil européen du 16 décembre 2020 \(13947/20\)](#).

œuvre des modalités innovantes et aux effets démultiplicateurs comme le mixage don-prêt et la coopération déléguée, qui a démontré bien fonctionner dans le secteur.

### 1.3 Zone bénéficiant de l'action

Tous les composants de l'action sont réalisés dans la République de Guinée qui est incluse dans la liste des bénéficiaires de l'APD.

## 2 JUSTIFICATION

### 2.1 Contexte

La République de la Guinée s'étend sur une superficie de 245 857 km<sup>2</sup> et possède des frontières en commun avec un grand nombre de pays de la sous-région. Avec un littoral atlantique de 300 km, elle est le plus vaste plateau continental de l'Afrique de l'Ouest dont la superficie compte 47 400 km<sup>2</sup>. Les rapports du Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat (GIEC) reconnaissent la vulnérabilité particulière de plusieurs domaines de la société guinéenne : agriculture-élevage, ressources en eau, zone côtière et secteur forestier. En outre, les effets du changement climatique touchent la population rurale et urbaine du pays de différentes façons. Selon les données disponibles, il est attendu une augmentation générale des températures moyennes, avec périodes de forte chaleur plus intenses ; une augmentation de la pluviométrie durant la saison des pluies, avec toutefois une forte variabilité intra-saisonnière que pourra impacter négativement la disponibilité d'eau pour les villes et zones périurbaines. Un démarrage tardif de la saison des pluies est par ailleurs attendu aussi, avec l'élévation du niveau de la mer d'ici à 2100 avec des conséquences inquiétantes pour la provision d'eau potable pour les grandes agglomérations urbaines du pays.

Conakry, capitale de la République de Guinée, est une ville portuaire ouverte sur l'Océan Atlantique. Située, à l'origine, sur la presqu'île de Tombo, elle s'est agrandie au fil des années jusqu'à la limite des préfectures de Coyah et de Dubréka. S'étendant de façon linéaire vers le nord-est, pour atteindre la limite naturelle constituée par les montagnes de Kakoulima, la ville couvre actuellement 450 km<sup>2</sup>, soit quatre fois sa superficie en comparaison avec l'année d'indépendance du pays en 1958. Le pays a connu une urbanisation anarchique importante depuis la fin des années 1980. Aujourd'hui plus de 40% de la population des 12 millions d'habitants de la Guinée vit dans des zones urbanisées (dont la moitié dans l'agglomération urbaine de Conakry), et d'ici 10 ans plus de la moitié de la population sera urbanisée. La ville de Conakry connaît la plus forte croissance démographique du pays avec 6,1% par an. Sa population actuelle est de plus 2 000 000 d'habitants et la région métropolitaine devrait atteindre 6 000 000 à l'horizon 2050. Aujourd'hui, la ville a une densité estimée à 4 440 habitants/km<sup>2</sup>, avec une pression considérable sur les rares services urbains de base et le milieu naturel, ce qui entraîne une dégradation progressive, voire irréversible, de l'environnement à certains endroits. Elle est confrontée à des problèmes d'extension urbaine ne respectant pas souvent les normes ou les prescriptions du plan d'occupation des sols. Cette tendance s'explique par le fait que la ville reste le principal centre économique, administratif et financier de la Guinée et constitue la zone privilégiée de destination des migrants des zones rurales et des autres centres urbains. Ce processus d'urbanisation accélérée se développe, tant à Conakry que dans les villes secondaires, de manière particulièrement anarchique en raison de l'absence de planification et d'application de la réglementation en la matière. En fait, après la période coloniale, les instruments de planification urbaine et d'aménagement du territoire furent repris et mis à jour dans les années quatre-vingt-dix, mais, depuis là, ils devinrent obsolètes face à la croissance démographique et la pression migratoire sur la capitale et à son développement incontrôlé. Ils nécessitent aujourd'hui d'une révision systématique pour assurer un développement durable du territoire et des centres urbains. Le Code des Collectivités Locales de 2006 a tenté d'insuffler une nouvelle dynamique dans le processus de décentralisation lancé fin 1985. Cette dynamique a été confirmée fin 2012 par la ratification de la Lettre de Politique Nationale de Décentralisation et de Développement Local (LPNDDL) qui constitue l'un des supports institutionnels majeurs de la mise en œuvre du Programme de Réforme de l'Etat et de Modernisation de l'Administration. Le plan de « déconcentration et de décentralisation » envisagé tend à réorganiser l'horizon de la gouvernance par le transfert de compétences vers les collectivités et la responsabilisation de celles-ci dans le processus de planification. L'article 31 du code de collectivité notamment confère aux Communes et aux Communautés rurales de Développement, la possibilité de gérer entre autres sur leurs territoires, des services publics locaux de distribution de l'eau potable, du contrôle de l'hygiène et de la salubrité et assurer la diffusion des informations d'intérêt public. Jusqu'à présent les déchets solides ne sont pas traités convenablement dans le pays, y compris dans les plus grandes villes, générant

un manque à gagner important en termes de santé, d'environnement et d'économie et une opportunité pour avancer sur le développement durable et la lutte contre le changement climatique. Néanmoins, au niveau budgétaire, la contraction de certaines allocations d'investissements constitue une réelle difficulté qui se retranscrit dans le manque de résultats tangibles. À titre d'exemple, les fonds alloués au secteur de l'habitat et à l'assainissement du cadre de vie en 2017 représentaient l'équivalent d'environ 10 million d'euros (0.7% du budget total). Ces moyens financiers restent dès lors insuffisants pour financer les organismes en charge des services d'urbanisme et d'assainissement et permettre la mise en place d'un système efficace. Face à cette situation, et dans un contexte de faible maîtrise de la planification et la gestion urbaine et d'insuffisance des investissements du Budget national de Développement (BND) consacrés au développement urbain, la ville de Conakry et son aire métropolitaine sont caractérisées par une juxtaposition d'évolutions d'habitat formel et informel. Par exemple, des habitats de haut standing côtoient des bidonvilles, ou les routes bitumées croisent des chemins en terres. Les nouveaux quartiers, qui constituent le paysage prédominant dans de nombreuses agglomérations urbaines de Guinée, sont généralement composés d'habitations précaires et insalubres et souffrent d'une insuffisance de services publics de proximité.

Concernant l'eau potable, les adductions et les infrastructures primaires de distribution de Conakry ont été développées à l'occasion des 1er, 2ème et 3ème Projets Eau (années 1960, 1990 et 2000). Le développement des systèmes d'Alimentation en eau potable (AEP) dans les centres de l'intérieur est plus récent : 3 centres ont été équipés durant les années 1970, 6 centres durant les années 1980 et 15 centres durant celles de 1990.

Aujourd'hui, 83% de l'eau distribuée à Conakry provient de l'usine de traitement de Yessoulou, qui est alimentée en eau brute par la retenue des Grandes Chutes située à environ 80 km de la ville. Le reste de l'eau distribuée à Conakry provient d'autres ressources superficielles (lac Sonfonia, captages de Kakoulima) et de 7 sites de forages situés dans l'agglomération urbaine que mettent sur pression la santé des écosystèmes importants comme les mangroves considérés parmi les plus dynamiques et importants au monde pour ses fonctions écologiques. Les 24 centres de l'intérieur sont alimentés par des eaux de surface à hauteur de 66% et par des eaux souterraines pour 34%. Le taux d'accès à l'eau par forages ou puits protégés est évalué à 24%, ce qui porte à 78% le taux d'accès à une eau conforme au critère d'atteinte des Objectifs du Millénaire pour le Développement (OMD). Au plan national, le robinet est la principale source d'approvisionnement en eau des ménages de Conakry (plus de 85%) et dans les villes secondaires (environ 42 %).

Malgré les énormes ressources en eau et les progrès entrepris pour le maintien du service public de distribution de l'eau potable aussi bien en milieu urbain que rural, les populations continuent d'éprouver des difficultés d'accès à une source d'eau potable ; le service d'alimentation en eau de Conakry n'est pas continu du fait du déficit de production d'une part et d'autre part de la vétusté des installations. La difficulté d'alimentation de certains réservoirs réside dans la conception hydraulique des conduites d'adduction. Jusque dans les années 1990, les réglages de débits permettaient néanmoins d'assurer un service continu. La situation s'est ensuite dégradée en raison de la forte croissance démographique dans les communes périurbaines de Conakry et de nombreux piquages sur l'adduction. Aujourd'hui, le seul accès à l'eau potable pour une grande partie de la population provient donc des forages « sauvages » qui utilisent des pompes alimentées par des combustibles fossiles ou bien des camions citerne, qui utilisent également des moteurs thermiques avec un impact négatif sur le climat. Cette situation a conduit la SEG à mettre en place un programme de délestage depuis 2004, suivant lequel certaines zones ne sont alimentées que 3 jours par semaine, là où d'autres zones sont alimentées à débit réduit, voire non alimentées. De manière générale, la distribution d'eau est discontinue sur la majeure partie de Conakry. Elle varie de quelques heures (maximum 10h) à tous les 2 jours pour les zones les plus hautes.

Concernant les déchets solides, dans le passé, leur collecte sur Conakry a été en grande partie structurée à travers trois projets de développement urbain (PDU) financés par la Banque mondiale entre 1985 et 2013. Le Service Public de Transfert des Déchets (SPTD), entité publique créée en 1997, s'est spécialisée dans la collecte des déchets et le transfert des points de collecte à la décharge. En amont, la pré-collecte était assurée par 35 PME sélectionnées de manière concurrentielle, chacune étant responsable d'une ou plusieurs zones de collecte. Les taux de recouvrement des frais pour les PME atteignaient 70 % pour les ménages et 90 % pour les entreprises. En 2008, le système s'est en grande partie effondré. Atteignant à peine un taux de collecte de 20 % la gestion des déchets solides à Conakry est devenue très déficiente et 55 % du volume des déchets solides étaient déversés ou brûlés dans l'illégalité. Il convient de noter que la gestion non adéquate de ces déchets solides peut multiplier son impact sur les émissions de gaz à effet de serre par deux ou trois fois. Les causes suivantes peuvent être invoquées pour expliquer cet échec : des mécanismes institutionnels complexes ne permettant pas une bonne gouvernance du secteur, une complexité au niveau horizontal (entre les ministères) et au niveau vertical (entre l'État, la ville de Conakry et les cinq communes de Conakry), le manque de financement durable des coûts de fonctionnement de la filière et le manque de durabilité du fond de garanties pour le financement des PME, ce qui a provoqué une dégradation générale des performances du secteur. Entre 2009 et 2015, plusieurs tentatives de privatisation du

secteur se sont soldées par un échec. Au lieu d'améliorer les performances du système, elles ont entraîné une augmentation significative des charges d'exploitation, et le secteur s'est effondré faute de ressources financières suffisantes. Jusqu'à là, en Guinée, il n'existait pas de politique nationale clairement affirmée. La dernière stratégie nationale d'assainissement a été actualisée au 2011. Dans ce contexte, fut enfin élaborée en 2017 et approuvée par le Comité Interministériel pour les Déchets Solides (CIDS) en mai 2019, une Stratégie de Professionnalisation du Secteur des Déchets Solides à Conakry (2019–2029) comme synthèse de la réflexion tentée pour répondre à l'enjeu d'efficacité et de pérennité du secteur de la GDS à Conakry. Cette stratégie met l'accent sur le renforcement du dispositif institutionnel, réglementaire et financier, le renforcement des capacités des acteurs, la construction et gestion d'infrastructures et équipements et sur le renforcement du partenariat public-privé (PPP) dans la Gestion des déchets solides (GDS). La stratégie traduit en pratique pour le secteur de la GDS l'engagement de la Guinée à respecter sa Contribution nationale déterminée (CDN) dans le cadre de l'Accord de Paris que priorise la gestion durable des déchets solides comme une importante mesure pour réduire les émissions liées au secteur. En même temps, le déploiement en mars 2020 d'un système de collecte en points d'apport volontaire desservis par l'opérateur de collecte-transit Albayrak à Kaloum et dans un nombre important des axes de Conakry, rentre en concurrence avec la stratégie de professionnalisation est la perturbe temporairement dans sa mise en œuvre, car les habitants se trouvent devant l'alternative entre l'abonnement payant aux PME et la possibilité d'apporter gratuitement les ordures dans un des bacs publics fournis par Albayrak.

La rédaction par l'Agence de coopération Belge Enabel et l'ANASP, dans le cadre du programme SANITA I, en juillet 2021 du Schéma Directeur de la Gestion des Déchets Solides du Grand Conakry met enfin à disposition des 8 communes de l'agglomération une méthodologie commune pour la création de filières de valeurs qui aident à pérenniser la collecte. A la date actuelle toutes les Communes ont approuvé et adopté ledit schéma mais le Ministère de l'Aménagement du Territoire et de la Décentralisation (MATD), maître d'œuvre du secteur ensemble avec le Ministère de l'Urbanisme et de l'Habitat, n'a pas encore exprimé clairement la volonté politique de l'adopter, laissant pour l'instant du marge politique à la collecte alternative par apport volontaire gérée par l'entreprise Albayrak.

Donc la mise en place du système de collecte domiciliaire par les PME est pour l'instant encore entravé par le manque de consensus à niveau national sur le cadre réglementaire et sur l'absence d'un système solide de financement pour l'aval de la filière. Là où les premières deux éditions du programme se sont concentrées dans la réalisation des infrastructures et de l'accompagnement à l'installation des PME sur deux zones progressivement plus amples de la région de Conakry, cette édition va cibler surtout la pérennisation du modèle de gestion et l'adoption aussi à niveau ministériel du système des abonnements aux PME.

Du point de vue de la cohérence avec les instruments de politique externe de l'UE, l'action SANITA+ met en pratique le Plan Indicatif Multi-annuel 2021-2027 pour la République de Guinée, qui cible précisément les objectifs d'un renforcement des infrastructures et les services d'approvisionnement en eau et d'assainissement. De façon cohérente avec la méthodologie « équipe Europe », SANITA+ fait partie de l'Initiative Équipe Europe (IEE ou TEI en anglais) « Une économie verte et bleue pour la Guinée ». Cette IEE contribue également à la Stratégie « Global Gateway », visant au renforcement des relations réciproquement profitables entre l'Europe et les pays partenaires à travers des investissements de qualité dans les domaines du numérique, de la santé, du climat et de l'énergie, de l'éducation et de la recherche, des transports.

Conakry est un nœud essentiel du corridor de transport ouest-africain Praia-Dakar-Abidjan, donc les efforts ciblant un meilleur aménagement territorial et une gouvernance efficace et inclusive de la ville contribuent à une amélioration des conditions de vie, de l'environnement, du climat des affaires, de la capacité d'entreprise, d'initiative et d'échange au long du corridor. En conclusion, la présente action est donc à considérer comment un déploiement pratique sur le terrain de l'initiative Global Gateway et de l'approche Team Europe.



## 2.2 Analyse des problèmes

### Brève analyse des problèmes :

#### Politique publique

Après deux années difficiles marquées par l'épidémie du COVID-19, on note que l'économie guinéenne se redresse. Malgré le coup d'état du septembre 2021, la croissance économique a atteint 4.7% en 2022 contre 4,4% en 2021 et les perspectives pour 2023-2024 sont bonnes avec une croissance de 5.5%, grâce à l'augmentation des investissements dans le secteur minier, à l'augmentation de la production vivrière et l'amélioration des services d'électricité. Le Plan National de Développement Socio-Économique (PNDES) adopté début 2017, complété par la Stratégie de relance post-Ebola, identifie comme prioritaires les enjeux d'hygiène et de salubrité notamment à travers la promotion d'un cadre de vie sain. Après le coup d'état du 5 septembre 2021, les autorités de transition ont confirmé, avec le Programme de Référence Intérimaire de la Transition (PRIT) les secteurs de l'aménagement du territoire et des services de bases comme eau potable et assainissement dans l'axe d'intervention n 5 « infrastructures, connectivité et assainissement » comme prioritaires, établissant aussi une série de cibles correspondantes pour l'année 2025 qu'offre l'opportunité de la mise en œuvre des activités avec le potentiel contribuer au développement durable guinéenne au même temps que renforce la transition verte des villes vers des modèles bas carbone et résilient avec la préservation des écosystèmes fondamentaux pour la biodiversité du pays comme les mangroves. Dans l'entretemps et depuis 2014, l'Union Européenne et le Gouvernement Guinéen avaient intégré l'assainissement urbain comme secteur de concentration dans le Programme Indicatif National du 11<sup>ème</sup> FED d'abord et, avec l'ajout de l'eau potable, du nouvel instrument NDICI ensuite. Les années 2020-2023 ont donc assisté à l'élaboration de plusieurs projets importants dans le domaine des lois du territoire et des services publics. Grâce à la première édition du programme SANITA (cf. CRIS : 39-161 et 40-074), incluant les projets « Villes propres » dédié à la gestion des déchets et « Villes durables » dédié à l'aménagement du territoire. Le dernier a lancé la mise à jour du Schéma National d'Aménagement du Territoire (SNAT) pour le territoire national, a permis la mise à jour du Schéma Directeur Urbain (SDU) du Grand Conakry et a promu l'élaboration des Plans d'Aménagement Détaillés (PAD) à échelle communale. Comme expliqué dans le paragraphe dédié au contexte, cela constitue un changement de direction profond après les dizaines d'années de croissance incontrôlée et sauvage où aucun instrument de planification urbaine n'avait été appliqué. Après les instruments introduit par SANITA I Villes Durables, ainsi qu'après le support donné aux services du MUHAT pour remettre en fonction le zonage urbain et la planification des services, la nouvelle action va concentrer les compétences nécessaires en un Laboratoire Urbain avec mandat sur l'entière étendue nationale. Ce laboratoire pourra mettre ses compétences et son équipement à disposition de tous les communes qu'en feront requête, à partir de Conakry et Kindia mais potentiellement de toute la Guinée ; le premier but étant celui d'harmoniser la croissance urbaine autour de schémas de services durable et résiliente pour chaque ville, de manière de minimiser le risque de génération de nouvelles agglomérations urbaines démunies de la fourniture en eau potable et de fourniture des services d'assainissement de base avec ses impacts négatives sur le climat, la vulnérabilité de la population et les écosystèmes.

Sur l'eau potable en particulier, la dernière lettre de politique sectorielle de l'eau et de l'assainissement élaboré en 2018 n'est quant à elle plus d'actualité. La ville de Conakry était en fait confrontée déjà depuis 2001 à une pénurie récurrente. Pour réduire le déficit de production d'eau, le Gouvernement Guinéen, à travers la SEG, a initié un programme d'amélioration de la desserte en eau potable de la ville de Conakry et des centres de l'intérieur à travers la remise à niveau des installations existantes et la construction de nouvelles infrastructures. Le Projet Urbain Eau de Guinée (PUEG), est une nouvelle opération marquant le réengagement de la Banque Mondiale dans le secteur de l'eau et de l'assainissement en milieu urbain. L'objectif du projet est d'accroître l'accès à des services améliorés d'eau et d'assainissement dans la région métropolitaine de Conakry et d'améliorer la performance opérationnelle de la SEG. À ce jour, son résultat le plus important c'est l'étude du Schéma Directeur d'Approvisionnement en Eau Potable (SDAEP) de Conakry. L'objectif principal de l'étude est de fournir à la SEG un outil de gestion indispensable pour la planification à long-terme des investissements, en vue de satisfaire la demande en eau de la population, au fur et à mesure du développement de la ville jusqu'à l'horizon 2040. Les conclusions générales de l'étude sont les suivantes : a) les structures des ouvrages sont très dégradées et nécessitent une réhabilitation. Seuls les ouvrages les plus récents sont en bon état ; b) la majorité des forages ne dispose pas de périmètres de protection sanitaire, ou les clôtures sont en très mauvais état ; c) malgré les manques d'eau en situation actuelle, on note que le réseau de Conakry est



correctement sectorisé et compté ; d) au total, les besoins en pointe s'élèvent à 775 000 m<sup>3</sup>/j pour l'ensemble du secteur d'étude à l'horizon 2040. Le SDAEP fournit aussi un programme de travail pour la couverture des besoins à l'horizon 2040 pour l'eau potable et l'assainissement, divisé en phases selon les différents niveaux de maturité des études et de la disponibilité de financements. L'UE a donc rejoint la BM, ensemble avec la BEI et l'AFD<sup>2</sup>, dans un engagement politique à financer la première phase, qui couvre précisément la rénovation des infrastructures de production et distribution de l'eau potable sur le Grand Conakry, conjointement à la réforme et renforcement de la SEG de façon à améliorer la provision de services d'eau potable et l'assainissement au même temps d'intégrer les contributions nécessaires au climat et à la préservation de l'environnement.

Pour ce qui concerne plus spécifiquement les déchets, le volet « Ville propre », qui, entre le programme SANITA I et SANITA II s'est élargi de 5 communes de la région de Conakry et Kindia à 8 du Grand Conakry, et le projet de Centre d'enfouissement Technique de Baritodé, et demande maintenant un effort pour la pérennisation de ces acquis. SANITA (I) dispose d'une enveloppe globale de 42 M€ et intègre deux programmes : SANITA Villes Durables, géré par ONU-Habitat, visant à améliorer le cadre stratégique et institutionnel du développement urbain, et SANITA Villes Propres, implémenté par Enabel, visant à professionnaliser la filière de GDS, structurer l'amont de la filière, améliorer l'évacuation des eaux de pluie et le désenclavement des quartiers. Après ces deux programmes ciblant surtout le déploiement des infrastructures et des moyens, la structuration de la filière et la formation des acteurs, c'est le moment de pérenniser cette dernière et d'autonomiser l'ANASP, créée en 2016 avec la mission de mettre en œuvre et de superviser la politique nationale relative à la GDS, dans son rôle d'ingénierie-conseil du secteur. De cette manière elle pourra non seulement accompagner les communes du Grand Conakry et de Kindia mais aussi élargir son domaine à l'ensemble territoire national, en réalisant entièrement donc son mandat institutionnel. Les communes, suivant le dernier Code des Collectivités Locales (2017), devraient assurer la maîtrise d'ouvrage des infrastructures en matière d'environnement y compris l'assainissement. Néanmoins, pour l'instant l'ANASP assume temporairement le rôle de maître d'ouvrage sur l'aval de la filière (transfert et enfouissement), faute d'une organisation intercommunale ou régionale.

Le Comité Interministériel sur la Professionnalisation du Sous-secteur des Déchets Solides (CIDS), mis en place par le Gouvernement Guinéen en 2017 pour soutenir cette assistance sur le plan décisionnel, est maintenant censé faire adopter comme acte légal le Schéma Directeur de la Gestion des Déchets Solides, déjà adopté au niveau communal mais pas encore reconnu au niveau national, ce qui ne permet pas de trancher sur la « concurrence déloyale » entre la collecte par les PME et l'apport volontaire géré par Albayrak.

#### **Indication des principales parties prenantes et des questions institutionnelles et/ou organisationnelles correspondantes (mandats, rôles potentiels et capacités) à couvrir par l'action :**

Le Ministère pour l'Urbanisme, l'habitat, l'aménagement du Territoire et la récupération des biens spoliés de l'Etat (MUHAT), responsable de la planification territoriale et de la politique foncière. Le Ministère de l'Energie, l'Hydraulique et les Hydrocarbures (MEHH) définit et met en œuvre la politique sectorielle de l'eau et la SEG assure la maîtrise d'ouvrage déléguée. Le Ministère de la Santé et d'Hygiène Publique, le Ministère de l'Administration du Territoire et de la Décentralisation (MATD) ainsi que le MUHAT, sont impliqués dans le sous-secteur de l'assainissement des déchets solides. Sous la tutelle du MATD se trouve l'Agence Nationale de l'Assainissement et de la Salubrité Publique (ANASP), qui a pour mission de mettre en œuvre la politique du Gouvernement et constitue donc le partenaire clé pour cette intervention.

Le Ministère de l'Environnement à travers le Bureau d'Audit et de Conformité Environnementale, veille sur la conformité des évaluations environnementales et sociales ; ce ministère est aussi responsable pour assurer une bonne coordination avec d'autres efforts liés à l'action pour le climat et la préservation des écosystèmes. Le Ministère de la Santé sera aussi concerné par l'impact sur les conditions sanitaires.

Parmi les principales parties prenantes il y a aussi les autorités locales (communes), responsables aussi bien de la collecte et du transport des déchets que de la gestion des centres de transit. Les droits fonciers pour les travaux de construction et les zones tampon sur le territoire des communes doivent être sécurisés. La société civile est promue

<sup>2</sup> À ce stade, l'AFD ne s'est pas engagée formellement à cofinancer ce projet.

sous la forme des groupements d'intérêt pour la collecte des ordures (PME) et accompagnée dans leur professionnalisation. Le succès des réformes dépend fortement du changement de mentalité de la population, de sorte que la société civile est un groupe cible important. La société civile et le secteur privé (ONG, bureau d'étude, opérateurs) interviennent pour les études, la réalisation des travaux, la gestion et le suivi du service de l'eau et de la gestion des déchets solides. La société civile (y compris les organisations de défense des droits des femmes et des jeunes, et de défenseurs des droits environnementaux) et les autorités locales auront un rôle clé à jouer dans la définition, la sensibilisation et le suivi au niveau des quartiers. En particulier, les Organisation de la Société Civile (OSC) pourront jouer un rôle non seulement comme prestataire de services (collecte des ordures, sensibilisation) mais aussi comme représentants des personnes marginalisées ou sous-représentées, dans le support aux citoyens dans l'expression de leurs besoins, dans l'évaluations de la satisfaction des clients/citoyens des services d'assainissement ou dans les plaidoyers.

Les points focaux du genre ou les représentants des organisations de femmes (y compris les organisations de défense des droits des femmes et des jeunes, et de défenseurs des droits environnementaux) et les autorités locales auront un rôle clé à jouer dans la définition, la sensibilisation et le suivi au niveau des quartiers. Ainsi, les femmes peuvent faire entendre leur voix à travers les personnes qui représentent leurs besoins, intérêts et droits comme l'Direction nationale de la promotion féminine et du genre - inscrite au sein du Ministère de l'Action Sociale, de la Promotion féminine et de l'Enfance - au niveau de ministère : le Ministère des Droits et de l'Autonomisation des Femmes (MDAF) (décret présidentiel n°122 du 19 juin 2020).

Les autres parties prenantes du projet sont :

ENABEL, partenaire de mise en œuvre du volet assainissement des déchets solide du projet SANITA I et II;

UN-Habitat, partenaire de mise en œuvre du volet dédié à la planification urbaine du projet SANITA I et II;

AFD, partenaire de mise en œuvre du volet relative à la construction du Centre d'enfouissement technique de Baritodé dans le cadre du projet SANITA II.

### 3 DESCRIPTION DE L'ACTION

#### 3.1 Objectifs et produits

L'objectif général de cette action est d'améliorer durablement l'environnement urbain et la qualité de vie de la population urbaine du Grand Conakry (Conakry, Dubréka, Manéah et Coyah) et des villes secondaires du pays tout en contribuant activement à la lutte contre le changement climatique.

Les objectifs spécifiques de cette action sont :

1. OS1 : Améliorer et rendre contraignante la planification communale d'aménagement du territoire en encadrant les services primaires dans le Grand Conakry et dans les villes secondaires en tenant compte les différentes priorités des femmes, des hommes et des enfants pour promouvoir l'atténuation et l'adaptation au changement climatique
2. OS2 : L'accès résilient à l'eau potable dans le Grand Conakry est amélioré, abordable, égalitaire et durable.
3. OS3 : La gestion des déchets solides à faible empreinte carbone dans le Grand Conakry et dans les villes secondaires est plus efficiente et durable.

Les produits à fournir dans le cadre de cette action contribuant aux objectifs spécifiques correspondants sont les suivants :

- contribuant à la réalisation 1 (ou Objectif spécifique 1)

- 1.1 Capacités des communes renforcées dans la définition et mise en place de plans d'aménagement détaillés qui intègrent l'action climat et la protection de l'environnement pour la région de Conakry ;
- 1.2 Capacités du Ministère de l'Urbanisme, de l'Habitat et de l'Aménagement du Territoire renforcées dans l'appui aux communes pour la planification urbaine et des services de base ;

1.3 Capacités des communes renforcées en matière d'urbanisme et de gestion foncière.

- contribuant à la réalisation 2 (ou Objectif spécifique 2)

2.1 Installations de distribution d'eau réhabilitées / améliorées ;

2.2 Capacités techniques et équipements de la Société des Eaux de Guinée (SEG) renforcés.

- contribuant à la réalisation 3 (ou Objectif spécifique 3)

3.1 Capacités des PME de la GDS renforcées sur l'entièreté du territoire urbain en Guinée ;

3.2 Infrastructures de valorisation renforcées sur l'entièreté du territoire urbain en Guinée ;

3.3 Capacités des centres d'enfouissement renforcées;

3.4 Capacités de l'ANASP renforcées dans son rôle de conseil;

3.5 Capacités des communes et des consortia intercommunaux renforcées dans la maîtrise d'Ouvrage de la GDS.

### 3.2 Activités indicatives

Activités liées au produit 1.1 :

Collecte de données spatiales, statistiques et littéraires sensible au genre ;

Élaboration de la cartographie contextuelle pour le territoire ;

Identification des besoins et des projets structurants majeurs notamment en matière d'assainissement et eau potable basée sur une analyse du potentiel d'atténuation et adaptation au changement climatique sensible au genre

Création de cartes sectorielles et rédaction de recommandations sectorielles, avec une attention particulière pour l'amélioration à l'accès aux services de base (eau et assainissement) y compris d'un point de vue du changement climatique, environnemental et genre

Élaboration d'un budget et d'une feuille de route détaillée pour la mise en œuvre du plan et des projets associés basée sur une approche verte (bas carbone, résilient, inclusif et sensible au genre)

Elaboration et approbation des plans détaillés complets des structures de collecte et valorisation des déchets et de distribution de l'eau.

Activités liées au produit 1.2 :

Soutien à l'équipement, formation et encadrement juridique du Laboratoire Urbain auprès du MUHAT, comme organe de référence dans l'appui aux Communes dans la rédaction des plans détaillés en cohérence avec la planification d'échelle régionale et nationale qu'intègre le changement climatique et la protection des écosystèmes.

Identification et évaluation des solutions de planification urbaine verte et de gestion des services de base fondée sur la durabilité et la sensibilité au genre;

Développement de projets pilotes de planification urbaine exemplaires pour résoudre les problèmes spécifiques des villes guinéennes, notamment en matière d'accès aux services de base verts et durables y compris d'un point de vue du genre et intersectionnel.

Elaboration des directives techniques pour la planification territoriale et la gestion des services urbains de base conforme aux accords internationaux en matière de changement climatique et l'environnement et les normes et conventions de droits humains et de genre ;

Maintenance de la base de données spatiales SIG pour une meilleure compréhension des besoins et guider la prise de décision.

Activités liées au produit 1.3 :

Organisation d'ateliers participatifs et rencontres bilatérales avec les agents techniques communaux durant l'intégralité du processus d'élaboration des documents d'urbanisme vert, et mobilisation/appui des conseils régionaux et provinciaux d'aménagement et d'urbanisme (CRAU, CPAU) ;

Révision et assistance à l'amélioration des procédures de délivrance d'autorisations d'urbanisme au sein des mairies, en collaborant directement avec les agents techniques impliqués y compris d'un point de vue des

enjeux climat, environnementale et genre afin d'assurer la contribution à lutte contre le changement climatique et favoriser la présence des femmes dans les domaines plus masculinisés

Élaboration et mise en service de plateformes numériques d'informations facilitant la collaboration intersectorielle et l'accessibilité aux informations urbanistiques ;

Renforcement des capacités des cadres techniques centraux et des communes en urbanisme vert, changement climatique, égalité de genres et gestion foncière à travers des sessions de formation ciblées sur le principe « ne laisser personne de côté ».

Renforcement des capacités des OSC dans l'apport des instances des bénéficiaires finaux dans l'assainissement urbain, par le biais du financement et/ou la mise en place d'un guichet ouvert au public.

#### Activités liées au produit 2.1:

Travaux de réhabilitation des anciennes infrastructures de stockage temporaire ;

Travaux de construction des nouveaux réservoirs sur le Grand Conakry basé sur des techniques et matériaux durables et résilients ;

Travaux d'entretien ou remplacement des anciennes lignes de distribution d'eau potable pour augmenter la résilience du réseau et réduire la consommation d'énergie ;

Travaux de construction de nouvelles installations pour la distribution d'eau potable sur le Grand Conakry basé sur des techniques et matériaux durables et résilients.

#### Activités liées au produit 2.2:

Recrutement d'une assistance technique pour la conception et enseignement de modules de formation qu'intègre les aspects climat et environnemental des agents de la production, du traitement et de la distribution d'eau potable pour la formation des agents de suivi et pour la formation des agents de la gestion des points d'eau publics ;

Support à la Société des Eaux de Guinée au développement de procédures d'appui à la durabilité technique et financière des investissements ;

Financement de voyages d'échanges dans la sous-région en vue de partage d'expérience et renforcement de capacité pour la transition verte ;

Recrutement d'une assistance technique pour la revue et l'amélioration des procédures de gestion interne de la SEG ;

Fournitures d'équipements logistiques, informatiques et bureautiques à la SEG à Conakry, Grand Conakry et à l'intérieur du Pays (villes secondaires) ; fourniture à la SEG de logiciels de planification, de gestion des investissements en AEP, d'équipements de télé-relevés et de télécontrôle, d'équipements logistiques et bureautiques ainsi que de matériels informatiques pour la SEG.

Renforcement des capacités au niveau professionnel et technique des technicien(ne)s pour l'entretien/réparations des réseaux et points de distribution basé sur des techniques et matériaux durables et résilients.

Mesures complémentaires d'appui à la société civile pour consultation et le dialogue avec la population affectée pour garantir l'accès à l'information, la mise en place des voies de recours et la collection de doléances des populations, la promotion de transparence et responsabilité.

#### Activités liées au produit 3.1:

Gestion des licences pour les PME sur chaque bassin de collecte, y compris appels d'offres et monitoring de la qualité des services des PME et sensible au genre ;

Appui ponctuel selon demande des PME nécessitant une réorganisation ;

Mise en œuvre des résultats de l'étude de financement auprès des autorités guinéennes en termes de promotion de la législation et des stratégies en matière de changement climatique, protection des écosystèmes et sensible au genre, jusqu'à l'adoption du Schéma Directeur de la Gestion des Déchets Solides au niveau national

Amélioration des actions locales de valorisation y compris l'intégration des dimensions climat, environnementale et de genre.

Appui à la mise en œuvre de quelques activités en matière de suivi, rapport et vérification (MRV) liées à l'émission de GES du secteur déchets en coordination avec le ministère de l'environnement.

#### Activités liées au produit 3.2:

Éventuelle construction d'infrastructures de valorisation dans villes secondaires, si agréée avec ANASP ;  
Soutien aux partenaires pour la mise en œuvre d'une législation et des stratégies sensibles au changement climatique et à l'environnement y compris l'inclusion de la perspective de genre ;  
Monitoring de la structure des prix auprès des ZTTs et appui à la mise en place d'un financement durable.  
Activité d'entretien ordinaire et extraordinaire des ZTTs et Centres de valorisation existantes

#### Activités liées au produit 3.3:

Monitoring de la structure de prix pour l'apport en décharge ;  
Activité d'entretien ordinaire et extraordinaire des Centres d'enfouissement ou de stockage temporaires ;  
Support à l'élaboration et présentation à l'adoption légale et durable des mécanismes de financement des Centres d'enfouissement technique ;  
Suivi de la consistance des mécanismes de financement.

#### Activités liées au produit 3.4:

Support à l'ANASP pour l'exécution de son mandat auprès des communes conformément aux conventions et normes internationales en matière de changement climatique, environnement, droits humains et de genre ;  
Opérationnalisation de l'ANASP auprès des villes secondaires ;  
Mise en place d'un système de communication entre l'ANASP et les villes secondaires ;  
Appui à ANASP dans son mandat d'appui conseil des communes et de monitoring du service.  
Appui à ANASP et à la société civile dans la sensibilisation et information des populations du Grand Conakry.

#### Activités liées au produit 3.5:

Enlèvement des points noirs, nettoyage de sites emblématiques et installations espaces verts communs (parcs, terrains de sport etc.), collecte primaire, collecte secondaire ;  
Renforcement du cadre réglementaire et des capacités des acteurs publics ;  
Attribution par les communes des concessions aux PME et mise en place ces dernières du contrôle du processus ;  
Identification des acteurs municipaux pour les gestions des déchets solides dans les villes secondaires et mise en communication fonctionnel avec ANASP sur les principes de « bas carbone » et « ne laisser personne à côté » ;  
Mise en place et appui aux systèmes zéro déchets et neutralité carbone dans des sites publics sélectionnés ;  
De même, les activités avec le secteur privé seront alignées avec les Principes directeurs des Nations Unies relatifs aux droits de l'homme et aux entreprises.

La contribution de l'UE à l'Initiative Equipe Europe prévue dans ce plan d'action annuel sera complétée par d'autres contributions des partenaires européens. La contribution indicative de l'UE est soumise à la confirmation formelle des contributions significatives de chaque partenaire dès que possible. Si la TEI ou ces contributions devaient ne pas se matérialiser, l'action de l'UE pourrait continuer en dehors du cadre de la TEI.

### 3.3 Intégration des questions transversales

#### Protection de l'environnement et changement climatique

**Résultats de l'examen préalable de l'évaluation environnementale stratégique (EES) :** Il ressort de l'examen préalable de l'évaluation environnementale stratégique (EES) que les principaux aspects liés à l'environnement et au climat seront pris en considération au cours de la conception des plans d'urbanisme pour l'O.S.1. L'analyse des impacts environnementaux, y compris sur la biodiversité, guident le processus de définition des plans d'urbanisme à toutes échelles (régionale, communale, détail de quartier); on peut considérer qu'une évaluation

environnementale stratégique étant incorporée dans la formulation même d'un plan, une EES à part n'est pas requise (et serait même moins efficace).

### **Résultats de l'examen préalable de l'évaluation des incidences sur l'environnement (EIE) :**

L'examen préalable de l'évaluation des incidences sur l'environnement (EIE) a classé l'action en tant que catégorie B (pour laquelle une EIE sera réalisée) pour ce qui concerne l'O.S.2 et l'amélioration en approvisionnement en eau potable : la construction de la nouvelle conduite et usine d'eau seront l'objet d'impact environnemental et social comme requis par les procédures standard de l'IFI sélectionnée.

Plus en général, l'OS 2 a comme effet indirecte aussi une moindre nécessité de transport sur route et d'emballages – généralement en matériel plastique – pour l'eau, comme les jerricans et les poches (petits sachets) en eau ; ces derniers sont généralement dispersés dans l'environnement immédiatement après usage et se déchirent produisant des microplastiques capables rapidement dans la chaîne alimentaire.

Un autre impact positif de l'extension et amélioration de la fourniture d'eau potable, c'est la diminution de la prolifération de petits forages privés diminuant ainsi le taux de contamination de la nappe phréatique.

La poursuite de l'O.S.3 et donc de la pérennisation de la gestion des déchets solides est aussi en soi un facteur d'atténuation de l'impact environnemental, donc un EIE n'est pas nécessaire (sauf que pour les gros ouvrages comme les centres d'enfouissement technique et le transport de déchet qui ne font pas partie de cette action).

### **Résultats de l'examen préalable de l'évaluation des risques climatiques (ERC) :** (pertinents pour les projets et/ou les interventions spécifiques dans le cadre d'un projet)

Il ressort de l'examen préalable de l'évaluation des risques climatiques (ERC) qu'une partie de cette action est à risque (le risque climatique sera pris en considération dans le cadre d'une EIE).

En particulier, dans la poursuite de l'O.S.1 les risques climatiques seront tenus en compte dans la formulation des instruments de planification urbaine pour identifier les zones soumises à des contraintes hydrogéologiques et dans l'O.S.2 ils seront plutôt analysés du point de vue de l'exposition à des épisodes de sécheresse. La poursuite de l'O.S.3 contribue à la mitigation du risque d'inondation et ne demande pas un ERC.

### **Égalité entre les hommes et les femmes et autonomisation des femmes et des filles.**

Conformément aux codes du CAD sur l'égalité entre les hommes et les femmes de l'OCDE mentionnés à la section 1.1, cette action porte la mention G1. Cela implique que l'action influence de manière déterminante la condition des femmes et des filles et jeunes dans toute leur diversité (y compris d'autres personnes en situation de vulnérabilité) et l'équilibre dans leurs relations avec les hommes. En particulier, dans le cadre de l'O.S.2, une amélioration de la qualité de vie des femmes et filles est apportée puisque ce sont elles qui, en raison de modèles traditionnels, effectuent habituellement la tâche d'approvisionnement en eau. L'augmentation en termes de disponibilité de l'eau dans les ménages libère du temps qui peut être utilisé pour l'étude ou la professionnalisation. En fait le SDAEP est censé presque doubler la quantité d'eau distribuée dans le Grand Conakry des actuels 250 000 m<sup>3</sup>/j à 450 000 m<sup>3</sup>/j pour une population d'environ 3 millions d'habitants qui subit une pénurie d'eau récurrente depuis le début des années 2000. Aussi en relation à l'O.S.2, le projet promeut l'égalité d'accès au travail et contrecarre les rôles des genres traditionnels en Guinée, qui déterminent la division du travail entre hommes et femmes. En effet, les analyses sectorielles confirment le potentiel du secteur en termes d'inclusion à travers la création d'emplois formels en cas de structuration de la filière de gestion de déchets solides. Les femmes représentent 49% de la population active de la Guinée, mais leur accès aux ressources techniques, naturelles et financières reste fortement limité, et cette discrimination économique freine le développement du pays.

### **Droits de l'homme**

Cet aspect n'est pas ciblé directement par le projet, bien que l'augmentation de disponibilité de services de base comme l'eau et l'assainissement puissent être considérées comme prérequis pour des conditions de vie dignes pour tous les habitants de Conakry indépendamment de leur disponibilité économique. Le respect des droits humains (y compris les droits fondamentaux des travailleurs) reste problématique dans le pays ; c'est l'ensemble des aspects démocratiques et du fonctionnement de la gouvernance qui sont très faibles, d'où l'importance de la stratégie de mise en œuvre du Plan d'Action européen pour les Droits de l'Homme et la Démocratie<sup>3</sup>, définie par l'UE et ses

<sup>3</sup> [https://www.eeas.europa.eu/human-rights-democracy/plan-d%E2%80%99action-de-l%E2%80%99ue-en-faveur-des-droits-de-l%E2%80%99homme-et-de-la-d%C3%A9mocratie\\_fr](https://www.eeas.europa.eu/human-rights-democracy/plan-d%E2%80%99action-de-l%E2%80%99ue-en-faveur-des-droits-de-l%E2%80%99homme-et-de-la-d%C3%A9mocratie_fr)

États membres qui doit servir de fil conducteur à toute intervention dans le pays.<sup>4</sup> En particulière, une approche basée sur les droits humains et leur cinq principes opérationnels de l'approche seront prise en compte : appliquer tous les droits humains, pour toutes et tous ; participation significative et inclusive, et accès au processus décisionnel ; non-discrimination et égalité ; obligation de redevabilité et État de droit pour toutes et tous ; transparence et accès à des informations étayées par des données ventilées.

Tout au cours de l'action, la promotion des droits humains sera au cœur des différentes activités et notamment dans le cadre des actions de formation et d'élaboration des plans de développement locaux.

---

### **Invalidité/Handicap**

Conformément aux codes du CAD sur l'invalidité/le handicap de l'OCDE mentionnés à la section 1.1, cette action porte la mention D1. Étant une action dédiée à l'extension des services de base, elle touche à tous les habitants du Grand Conakry ; mais là où les individus sans handicap peuvent mieux pallier une difficulté dans l'accès à ces services, ceux affectés par un quelque type d'invalidité se trouvent plus facilement en crise et ne peuvent pas s'en sortir sans l'assistance des autres, famille etc. Donc un accès amélioré aux services à un impact proportionnellement beaucoup plus haut sur les conditions de vie d'un individu touché par handicap que sur les autres. Au-delà de ce constat général, tous les ouvrages qui seront fait que ce soit dans le domaine de l'eau ou de l'assainissement devront tenir en compte de l'accessibilité des personnes à mobilité réduite.

L'étude de faisabilité permettra également d'identifier les capacités des dispositifs dans la prise en compte des situations les plus vulnérables pour proposer les actions de remédiation les plus adaptées L'action garantira le respect des droits humains des personnes en situation de handicap, et les activités prévues liées à la formulation de projets, aux évaluations et autres seront inclusives en matière de handicap. L'action encouragera les partenaires et les participants au programme à prendre des initiatives pour protéger les personnes en situation de handicap et à inviter les organisations représentant les personnes en situation de handicap.

---

### **Réduction des inégalités**

L'action adresse la réduction des inégalités par sa propre nature : l'O.S.1 contribue à une réorganisation du territoire avec une amélioration des standards de vie de ceux qui vivent actuellement dans des logements informels ; si d'un côté cela risque de conduire à une augmentation des loyers et au repoussement des plus pauvres vers la périphérie, l'extension des nouveaux standards à toute la région ciblée par le Schéma Directeur du Grand Conakry devrait diminuer les phénomènes d'urbanisation « sauvage » et augmenter l'offre de logements de standard plus élevé de manière à réduire le prix. L'O.S.2 et l'O.S. 3 aussi visent par leur propre nature à rendre l'eau potable et un environnement salubre à la portée de tous et pas seulement des classes en condition de se doter de ces services par initiative privée (forages, collecte des déchets et curage des caniveaux au niveau de parcelles closes). La vie des femmes est façonnée par des circonstances, des normes et des barrières liées au genre qui, si elles ne sont pas traitées, peuvent limiter leur capacité à saisir les opportunités qui leur sont présentées dans les projets liés à l'Économie Bleue. Dans de telles circonstances, s'appuyer sur des objectifs d'égalité de genre présente le risque que les femmes ne deviennent qu'une simple figure quantitative marginale<sup>5</sup>.

---

### **Démocratie**

Pas pertinent pour cette action

---

### **Sensibilité aux conflits, paix et résilience**

Le sujet n'est pas adressé de manière directe, il faut quand même considérer que les conditions de vie salubres et l'accès aux services de bases diminuent le niveau général de conflictualité sociale et facilitent la gestion consensuelle des urgences sociales et politiques.

---

### **Réduction des risques de catastrophes**

Comme indiqué dans le paragraphe relatif au risque climatique, les trois O.S. vont dans la direction d'une diminution des risques de catastrophes, car le développement harmonieux de la ville, la collecte des déchets et le curage des caniveaux réduisent les risques d'inondations et, du côté sanitaire, la disponibilité d'eau potable réduit grandement les risques de pandémie de maladies infectieuses et liées aux parasites.

---

### **Autres considérations, le cas échéant**

---

<sup>4</sup> Plan d'action annuel 2023 en faveur de la République de Guinée à financer sur le budget général de l'Union européenne

<sup>5</sup> WORDBANK Gender Integration in Blue Economy



**Santé**

Outre la fourniture accrue en eau potable, l'extension du réseau permettra de limiter l'extension des forages domestiques, les phénomènes récurrents de contamination de la nappe phréatique dus à la proximité des fosses septiques et de réduire l'impact des maladies liées à la contamination des eaux et aux conditions hygiéniques, dont les principales victimes sont les enfants.

**Numérisation**

La digitalisation est aujourd'hui une réelle opportunité dans le développement de nouvelles compétences. Dans le cadre de cette action, la digitalisation des documents du projet et notamment les manuels de formation et d'entretien (eau et assainissement) devrait être expérimenté durant la mise en œuvre du projet. Elle permettra d'élaborer des outils et des supports numériques de formation pour les techniciens et comités de gestion des composantes du projet (Eau et Assainissement) et aussi pour les formateurs. A ce titre, une analyse devrait être menée pour la prise en compte d'un volet numérique en synergie avec les initiatives en cours dans le sous-secteur.

### 3.4 Risques et enseignements tirés

Catégorie	Risques	Probabilité (élevée/ moyenne/ faible)	Impact (élevé/ moyen/ faible)	Mesures d'atténuation
Environnement externe	Échec de la composante relative à l'augmentation de production d'eau potable avant distribution par la Banque Mondiale	Moyen	Élevé	Coordination continue entre bailleurs pour l'identification précoce des possibles goulots d'étranglement dans la procédure, échanges sur les études techniques pour identification des mesures supplémentaires (études techniques, EIES et autres) éventuellement nécessaires.
Environnement externe	Engagement limité en faveur de l'égalité des sexes et de l'autonomisation des femmes, de l'approche fondée sur les droits humains et des personnes vivant avec un handicap de la part des institutions ciblées et des acteurs non étatiques.	Élevé	Élevé	Le projet fournira des moyens suffisants pour travailler avec les institutions et les acteurs non étatiques sur l'importance de l'intégration de l'égalité des sexes, de l'approche fondée sur les droits humains et des droits des personnes vivant avec un handicap.
Environnement externe	Instabilité Politique	Moyen	Moyen	Action politique (UE et EM) dans la direction du respect des engagements (chronogramme de la transition).
Planification, processus et systèmes	Manque de lien fonctionnel entre les plans d'urbanisme et les schémas directeurs pour les services	Elevée	Faible	Inclusion des ZTTs, des centres de transfert des déchets, des centres d'enfouissement et de toutes autres structures de valorisation des déchets, y compris la voirie de service et les impacts engendrés, dans les plans d'urbanisme à niveau métropolitain et communal.

Personnes et organisation	Faiblesse de la SEG	Moyen	Moyen	Audit préalable, modification du statut et renforcement de capacité du personnel inclusive et seront alignées avec les Principes directeurs des Nations Unies relatifs aux droits de l'homme et aux entreprises.
Personnes et organisation	Manque d'appropriation par l'ANASP	Moyen	Faible	Renforcement des mesures d'appropriation
Légalité et régularité	Non-respect de ses obligations financières par l'État pour le financement des frais de fonctionnement, notamment de l'ANASP et/ou la SEG	Moyen	Élevé	Dialogue politique en particulier avec la Primature et le MATD en tenant compte une approche basée sur l'égalité des genres et basé sur les droits humains.
Personnes et organisation	Manque de capacité technique au niveau de l'État pour assurer le fonctionnement des infrastructures d'eau et d'Assainissement	Faible	Élevé	Mise à disposition d'appuis ponctuels auprès des ministères (MUHAT, MATD, MEEH) pour le renforcement des capacités de façon qui favorise l'égalité et les respects des droits humains
Personnes et organisation	Le transfert des déchets n'est pas assuré des points de regroupement vers le CET	Élevé	Élevé	Mobilisation des acteurs équitable au plus haut niveau de l'État grâce au processus de structuration du PPP et du dialogue sectoriel en cours sur ces aspects et seront alignées avec les Principes directeurs des Nations Unies relatifs aux droits de l'homme et aux entreprises.
Communication et information	Refus des populations à coopérer aux règles de civisme	Élevé	Élevé	Mesures d'accompagnement et sensibilisation durable et inclusif des populations par le biais de la société civile et renforcement des collectivités locales.

### Enseignements tirés

La transformation du système de collecte des déchets solides nécessite une approche progressive, où le service d'apport volontaire et gratuit aux bacs sur certains axes principaux de Conakry soit reconduit à des zones de la ville et à des secteurs économiques où les abonnements aux PME ont des difficultés structurelles à s'affirmer : les marchés, les décharges incontrôlées « historiques ». La Délégation de l'Union européenne devrait maintenir un dialogue politique constant avec les autorités nationales (MATD, primature) pour influencer en ce sens le contenu dudit contrat et minimiser les risques de systèmes concurrents.

Il est important que le principe « pollueur-payeur » s'inscrive de manière définitive dans la législation nationale et que le Schéma Directeur de la Gestion des Déchets Solides, déjà adopté au niveau communal, se soit également au niveau national.

Dans le contexte actuel politique guinéen, caractérisé par un haut niveau de mobilité des charges politiques au-delà du Comité National du Rassemblement pour le Développement (CNRD), il est important qu'au moins les institutions décentralisées (Communes, préfectures) et les directions techniques des Ministères (ANASP, DATU) soutiennent le

modèle de GDS proposé par les différentes actions SANITA. Au-même temps, le développement d'un tissu entrepreneurial sur la chaîne de valeur du recyclage va renforcer la classe moyenne qui peut être une alliée précieuse des politiques UE en Guinée dans les fora et toutes les occasions de participation citoyenne sur les sujets environnementaux.

Malgré dite volatilité du contexte politique, il est extrêmement important qu'on arrive à l'approbation d'un système de financement de la filière en aval dédié à l'enfouissement de la fraction non recyclable des déchets solides, à partir des études financées par la facilité CICLIA (Cities and Climate in Africa) en 2023.

Le soutien et les documents stratégiques financés par l'UE attirent d'autres partenaires dans le secteur.

### 3.5 Logique d'intervention

La logique d'intervention sous-jacente pour cette action peut être résumée comme suit :

Si les données sont collectées, la cartographie est élaborée, les besoins de services et les projets majeurs sont identifiés, les cartes et les recommandations sectorielles sont créés, un budget et une feuille de route sont aussi élaborés, si de plus les initiatives privées d'aménagement du territoire sont canalisées et rationalisées, alors les plans d'aménagement détaillés pour promouvoir l'atténuation et l'adaptation au changement climatique et la protection environnementale pour la région de Conakry pourront être approuvés.

Si les solutions de planification urbaine verte et de gestion des services de base durables, résilients et inclusifs sont identifiées et évaluées, si des projets pilotes sont développés, si des directives techniques sont élaborées, si le SIG est maintenu, si le renforcement technique et humain du Laboratoire Urbain est réalisé, alors le Laboratoire Urbain pourra être mis en place et rendu opérationnel.

Si des ateliers participatifs et rencontres avec les agents communaux durant l'élaboration des plans sont organisés, les CRAUs et CPAUs sont mobilisés, si les procédures d'autorisations d'urbanisme sont revues et améliorées avec les agents techniques, si les plateformes numériques intersectorielles d'accès aux informations urbanistiques sont élaborées et mises en service, si les capacités des cadres techniques centraux équitables et des communes en urbanisme et gestion foncière sont accompagnées, alors les capacités en urbanisme, basées sur une approche verte (bas carbone, résilient, inclusif et sensible au genre), et de gestion foncière des communes seront renforcées.

Si les anciennes infrastructures de stockage temporaire sont réhabilitées, de nouveaux réservoirs réalisés avec des techniques et matériaux durables et résilients, les anciennes lignes de distribution rénovées et des nouvelles installations pour la distribution d'eau potable construites, alors les anciennes installations de distribution seront réhabilitées et remises en opération de manière à augmenter la résilience du réseau et réduire la consommation d'énergie.

Si une assistance technique pour les modules de formation sur la production, le traitement et la distribution d'eau potable basé sur des techniques et matériaux durables et résilients est recrutée, si des échanges de partage d'expérience sont rendus possibles, si une assistance technique pour l'amélioration des procédures de la SEG est recrutée, des équipements, des logiciels de planification, gestion des investissements, d'équipements de télé relevés et de télécontrôle, logistiques et bureautiques, du matériel informatique sont fournis à la SEG, si le renforcement des techniciens pour l'entretien/réparation est réalisé, alors les capacités de la Société des eaux de Guinée (SEG) seront renforcées pour fournir un service durable, résilient et adapté aux impacts du changement climatique.

Si des mesures complémentaires d'appui à la société civile pour consultation et le dialogue avec la population affectée sont mises en place, alors la transparence et responsabilité de la SEG sont assurées par des voies de recours et de collection de doléances des populations.

Si les licences pour les PME sur chaque bassin de collecte et le monitoring de la qualité des services est bien géré, si les résultats de l'étude de financement sont mis en œuvre, les actions locales de valorisation sont améliorées, si en plus le service d'apport volontaire ne rentre pas en concurrence et le gouvernement défend une politique du

pollueur-payeur, alors les PME de la GDS renforcées et pérennisées en ligne avec l'Accord de Paris et l'économie verte de bas carbone.

Si les résultats de l'étude de financement, la législation et les stratégies sensibles au genre sont mises en œuvre, si les PME nécessitant une réorganisation sont appuyées ponctuellement, si la structure des prix auprès des ZTTs est suivie et vérifiée, si en plus le service d'apport volontaire ne rentre pas en concurrence et le gouvernement défend une politique du pollueur-payeur, alors les infrastructures de valorisation seront renforcées et pérennisées pour atténuer les émissions de GES du secteur.

Si la structure de prix pour l'apport en décharge est suivie et vérifiée, si les mécanismes de financement des centres d'enfouissement technique sont adoptés légalement, si les mécanismes de financement sont consistants et verts, si en plus le service d'apport volontaire ne rentre pas en concurrence et le gouvernement défend une politique du pollueur-payeur, alors les centres d'enfouissement pourront être gérés durablement.

Si les tâches de l'ANASP auprès des communes sont bien définies et exécutées y compris l'intégration des dimensions climat, environnement et genre, son mandat auprès des villes secondaires est rendu opérationnel ainsi qu'un système de communication fonctionnel, si elle est appuyée dans son rôle régalién de conseil des communes et de suivi du service ainsi que dans la sensibilisation et l'information des populations avec la société civile, si en plus le service d'apport volontaire (y compris du point de vue du climat et genre ainsi qu'intersectionnel) ne rentre pas en concurrence et le gouvernement défend une politique du pollueur-payeur, alors son rôle de conseil sera renforcé.

Si les points noirs sont enlevés, les sites emblématiques sont convertis en espaces verts communs, la collecte primaire et secondaire est assurée, si le cadre réglementaire et les capacités des acteurs publics sur un pied d'égalité sont renforcés, si les communes sont renforcées dans leur capacité de gestion des concessions aux PME et mise en mesure de ces dernières sur le contrôle du processus ; si les acteurs municipaux dans les villes secondaires sont identifiés et mis en communication fonctionnel avec ANASP, si des systèmes zéro déchets et neutralité carbone sont appuyés et mis en place dans des sites publics sélectionnés, si en plus le service d'apport volontaire ne rentre pas en concurrence et le gouvernement défend une politique du pollueur-payeur, alors les émissions de GES du secteur déchets vont diminuer et communes et les consortia intercommunaux seront renforcés dans leur rôle de MdO de la GDS.

Si les plans d'aménagement détaillés pour la région de Conakry sont approuvés, le laboratoire Urbain est mis en place et opérationnalisé, les communes sont renforcées de façon durable en matière d'urbanisme et de gestion foncière, si en plus de tout ça le pays reste stable et les bailleurs ne se retirent pas du secteur, alors les plans communaux d'aménagement du territoire opposable aux tiers et encadrant les services primaires dans le Grand Conakry et dans les villes secondaires seront possibles de façon durable et résilient.

Si les installations de distribution dégradées sont réhabilitées et la SEG est renforcée, si en plus la production en eau potable en amont grâce au financement de la BM est adéquate aux besoins, si le pays demeure stable et les bailleurs ne se retirent pas du secteur, alors la distribution d'eau potable adaptée et résiliente au changement climatique dans le Grand Conakry sera renforcée et pérennisée.

Si les PME de la GDS ainsi que les infrastructures de valorisation sont renforcées et pérennisées, si les centres d'enfouissement sont gérés durablement, si l'ANASP est renforcée dans son rôle de conseil, si les communes et les consortia intercommunaux le sont aussi dans leur rôle de MdO de la GDS, si en plus le pays demeure stable et les bailleurs ne se retirent pas du secteur, alors la gestion des déchets solides dans le Grand Conakry et dans les villes secondaires sera aussi renforcée et pérennisée et les émissions de GES vont diminuer.

Enfin :

Si les plans communaux d'aménagement verts et inclusifs du territoire dans le Grand Conakry et dans les villes secondaires sont renforcés, la distribution d'eau potable est augmentée de façon durable et résilient, la gestion des déchets solides est pérennisée, alors l'environnement urbain et de la qualité de vie de la population urbaine du Grand Conakry et des villes secondaires sera amélioré et la République de Guinée va contribuer activement à la lutte contre le changement climatique.

### 3.6 Matrice du cadre logique

MODALITÉ DE PROJET (3 niveaux de résultats / indicateurs / source de données / hypothèses – pas d’activités)

Résultats	Chaîne des résultats (a): Principaux résultats attendus (10 au maximum)	Indicateurs (a): (au moins un indicateur par résultat attendu)	Valeurs de référence (valeurs et années)	Valeurs cibles (valeurs et années)	Sources de données	Hypothèses
Impact	Améliorer durablement l’environnement urbain et la qualité de vie de la population urbaine du Grand Conakry (Conakry, Dubréka, Manéah et Coyah) et des villes secondaires du Pays.	<p>1. Fraction de la population vivant dans un logement formel et desservi de services de base</p> <p>2. Taux de morbidité par maladie infectieuses parmi la population, ventilé par sexe, âge et secteur</p> <p>3. Taux de mortalité par maladie infectieuses parmi la population, ventilé par sexe et âge</p> <p>4. Taux de mortalité des enfants de moins de 5 ans (ODD 3.2.1), ventilé par sexe.</p> <p>5. Émissions de gaz à effet de serre (GES) évitées (tonnes CO2eq) avec le soutien de l'UE (GERF 2.7)</p> <p>6. ODD 6.1.1 Proportion de la population utilisant des services d'alimentation en eau potable gérés en toute sécurité (CREM 1.30)</p> <p>7. ODD 6.2.1 Proportion de la population utilisant des services d'assainissement gérés en toute sécurité (CREM 1.31)</p>	<p>1 X (2024)</p> <p>2 X (2024)</p> <p>3 X (2024)</p> <p>4 X (2024)</p> <p>5 X (2024)</p> <p>6 X (2024)</p> <p>7 X (2024)</p>	<p>1 X (2029)</p> <p>2 X (2029)</p> <p>3 X (2029)</p> <p>4 X (2029)</p> <p>5 X (2029)</p> <p>6 X (2029)</p> <p>7 X (2029)</p>	Portail OMS	Non applicable

<b>Réalisation 1</b>	1 Améliorer et rendre contraignante la planification communale d'aménagement du territoire encadrant les services primaires dans le Grand Conakry et dans les villes secondaires pour promouvoir l'atténuation et l'adaptation au changement climatique et en tenant compte des différentes priorités des femmes, des hommes et des enfants.	1.1 Proportion de la population urbaine couverte par un schéma directeur d'urbanisme communal ou un plan d'aménagement détaillé opposable aux tiers	1.1 X (2024)	1.1 X (2029)	Rapports de projet Tcd	
		1.2 Proportion des réserves foncières allouées aux services sociaux et urbains de base	1.2 X (2024)	1.2 X (2029)		
		1.3 Pourcentage des documents d'urbanisme produits ou révisés par le MUHAT et/ ou les collectivités locales (vs secteur privé)	1.3 X (2024)	1.3 X (2029)		
		1.4 Nombre d'autorisations administratives délivrées par les mairies en conformité avec les plans d'urbanisme	1.4 X (2024)	1.4 X (2029)		
<b>Réalisation 2</b>	2 L'accès à l'eau potable dans le Grand Conakry est améliorée, abordable, égalitaire et durable;	2.1 Taux d'accès à l'eau potable par branchement domestique dans le Grand Conakry (% foyers abonnées sur total)	2.1 Tbd (2024)	2.1 Tbd (2029)	Rapports de projet, rapports SEG	La production d'eau potable par la composante BM est adéquate aux besoins
		2.2 Accès à l'eau potable par borne fontaine dans le grand Conakry (fontaines / km carré)	2.2 Tbd (2024)	2.2 Tbd (2029)		
		2.3 Nombre d'individus ayant accès à une source améliorée d'eau potable et / ou à des installations d'assainissement améliorées avec le soutien de l'UE, ventilé selon le sexe et l'âge (CREM 2.38)	2.3 Tbd (2024)	2.3 Tbd (2029)		
		2.4 Quantité d'eau supplémentaire distribuée (m3 par jour)	2.4 Tbd (2024)	2.4 Tbd (2029)		
		2.5 Durée moyenne d'approvisionnement en eau (heures moyennes/jour)	2.4 Tbd (2024)	2.4 Tbd (2029)		

<b>Réalisation 3</b>	3 La gestion des déchets solides, à faible empreinte carbone dans le Grand Conakry et dans les villes secondaires est plus efficiente et durable .	3.1 Fraction de déchets solides traitée dans le grand Conakry (% sur total produit)	3.1 X (2024)	3.1 X(2029)	Rapports de projets, rapport ANASP	
		3.2 Fraction de déchets solides traitée dans les villes secondaires (% sur total produit)	3.2 X (2024)	3.2 X (2029)		
		3.3 Quantité de déchets urbains collectés chaque année dans les villes cible, ventilée par ville cible (tonnes métriques)	3.3 X (2024)	3.3 X (2029)		
		3.4 Taux d'accès à l'assainissement solide dans le grand Conakry (% foyers abonnées sur total)	3.4 X (2024)	3.4 X (2029)		
		3.5 Taux d'accès à l'assainissement solide dans les villes secondaires (% foyers abonnées sur total)	3.5 X (2024)	3.5 X (2029)		
		3.6 Nombre de foyers bénéficiant d'un service amélioré de collecte des déchets urbains avec le soutien de l'UE	3.6 X (2024)	3.6 X (2029)		
		3.7 Taux de recyclage dans le grand Conakry (% en poids)	3.7 X (2024)	3.7 X (2029)		
		3.8 Taux de recyclage dans les villes secondaires (% en poids)	3.8 X (2024)	3.8 X (2029)		
		3.9 Taux de déchets enfouis (% déchets total)	3.9 X (2024)	3.9 X (2029)		
		3.10 Taux de pénétration par zone concédée à une PME (nombre d'abonnés sur nombre de ménage total dans la zone)	3.10 X (2024)	3.10 X (2029)		
		3.11 Taux de recouvrement des abonnements (nombre d'abonnements payés/nombre total des abonnements)	3.11 X (2024)	3.11 X (2029)		



		3.12 Nombre de politiques publiques pertinentes A) élaborées/révisées et/ou B) en cours de mise en œuvre avec le soutien de l'UE (dont nombre de celles qui incluent des objectifs d'égalité des sexes) dans le domaine de la gestion des déchets solides	3.12 X (2024)	3.12 X (2029)		
<b>Produit 1 lié à la réalisation 1</b>	1.1. Capacités des communes renforcées dans la définition et mise en place de plans d'aménagement détaillés qui intègrent l'action climat et la protection de l'environnement pour la région de Conakry;	<p>1.1.1 Nombre de cartographies contextuelles élaborées avec l'appui de l'action (dont nombre de celles sensibles au genre)</p> <p>1.1.2 Nombre de cartes sectorielles avec recommandations pour l'amélioration de l'accès aux services de base, élaborées avec l'appui de l'action (dont nombre de celles sensibles au genre)</p> <p>1.1.3 Nombres de Plans détaillés, complets des structures de collecte et valorisation des déchets et de distribution de l'eau, élaborés avec l'appui de l'action</p>	<p>1.1.1 X (2024)</p> <p>1.1.2 X(2024)</p> <p>1.1.3 X (2024)</p>	<p>1.1.1 Tbd (2029)</p> <p>1.1.2 Tbd (2029)</p> <p>1.1.3 Tbd (2029)</p>	Rapports de projets	
<b>Produit 2 lié à la réalisation 1</b>	1.2. Capacités du ministère de l'Urbanisme, de l'Habitat et de l'Aménagement du Territoire renforcées dans l'appui aux communes pour la planification urbaine et des services de base	<p>1.2.1 Nombre de directives techniques élaborées avec l'appui de l'action en matière de planification territoriale et gestion des services urbains (dont nombre de celles sensibles au genre)</p> <p>1.2.2 Nombre de projets pilotes de planification urbaine appuyés par l'action</p> <p>1.2.3 Nombre de cadres formés dans leurs nouvelles fonctions au sein du</p>	<p>1.2.1 X (2024)</p> <p>1.2.2 X (2024)</p> <p>1.2.3 X (2024)</p>	<p>1.2.1 X (2029)</p> <p>1.2.2 X (2029)</p> <p>1.2.3 X (2029)</p>	Rapports de projet	

		Laboratoire Urbain ventilés par sexe, âge et secteur				
<b>Produit 3 lié à la réalisation 1</b>	1.3. Capacités des communes renforcées en matière d'urbanisme vert et de gestion foncière;	<p>1.3.1 Nombre d'ateliers participatifs organisés avec le support de l'action</p> <p>1.3.2 Nombre de nouvelles plateformes numériques favorisant la collaboration interministérielle et avec les communes mises en place avec le support de l'action</p> <p>1.3.3 Nombre de mairies soutenues en matière d'autorisations d'urbanisme conformes</p> <p>1.3.4 Nombre d'agents formés en urbanisme et gestion foncière en collaboration avec les universités guinéennes, notamment l'Institut Supérieur d'Architecture et d'Urbanisme (ISAU) ventilés par sexe, âge et secteur</p> <p>1.3.5. Nombre de femmes, d'hommes, de filles et de garçons participant aux événements relatifs à l'action climatique et à la justice environnementale, ventilé par sexe et par rôle: participant ou intervenant.</p>	<p>1.3.1 X (2024)</p> <p>1.3.2 X (2024)</p> <p>1.3.3 X (2024)</p> <p>1.3.4 X (2024)</p> <p>1.3.5 X (2024)</p>	<p>1.3.1 X (2029)</p> <p>1.3.2 X (2029)</p> <p>1.3.3 X (2029)</p> <p>1.3.4 X (2029)</p> <p>1.3.5 X (2029)</p>	Rapports de projet	
<b>Produit 1 lié à la réalisation 2</b>	2.1. Installations de distribution d'eau réhabilitées / améliorées ;	<p>2.1.1. % d'augmentation du réseau de la SEG</p> <p>2.1.2. Longueur des canalisations d'alimentation en eau neuves ou réhabilitées (Km)</p> <p>2.1.3 % d'installation de distribution réhabilité</p>	<p>2.1.1 : 0%</p> <p>2.1.2. Tbd (2024)</p> <p>2.1.3 : 0% (2024)</p>	<p>2.1.1 : 100%</p> <p>2.1.2. Tbd (2029)</p> <p>2.1.3 : 100% (2029)</p>	<p>Rapports d'évaluation du projet ;</p> <p>Media Publics et privé</p>	

<b>Produit 2</b> <b>lié à la réalisation 2</b>	2.2. Capacités techniques et équipements de la Société des eaux de Guinée (SEG) renforcées	2.2.1. Nombre de modules de formation conçu par sections	2.2.1 : 0	2.2.1 : 10	Rapports d'évaluation du projet ;  Media Publics et privé	
		2.2.2. % du personnel ayant reçu une formation ventilé par sexe, âge et secteur	2.2.2 : 0%	2.2.2 : 100%		
		2.2.3. % d'installation de distribution réhabilités	2.2.3 : 0%	2.2.3 : 100%		
<b>Produit 1</b> <b>lié à la réalisation 3</b>	3.1 Capacités des PME de la GDS renforcées et pérennisées sur l'entièreté du territoire urbain en Guinée	3.1.1. Nombre de Licences octroyées avec le support de l'action	3.1.1. 0 (2024)	3.1.1. X (2029)	Rapports de projet, rapports ANASP	
		3.1.2. Nombre de PME qui ont bénéficié d'un suivi qualité / restructuration avec le support de l'action	3.1.2. 0 (2024)	3.1.2. X (2029)		
		3.1.3. Nombre d'initiatives de dialogue avec les autorités publiques soutenues par l'action (dont nombre de celles qui incluent un dialogue sur l'égalité des sexes)	3.1.3. 0 (2024)	3.1.3. X (2029)		
		3.1.4. Nombre d'emplois ETP directs soutenus et/ou maintenus dans les PME avec une concession des communes, ventilés par sexe, âge, handicap, type d'emploi	3.1.4. 0 (2024)	3.1.4. X(2029)		
<b>Produit 2</b> <b>lié à la réalisation 3</b>	3.2 Infrastructures de valorisation renforcées sur l'entièreté du territoire urbain en Guinée	3.2.1. Taux de couverture des Zones de Transit et de Tri (ZTTs)(% territoire)	3.2.1. X (2024)	3.2.1. X (2029)	Rapports de projet, rapports ANASP	
		3.2.2. Capacité installée pour la collecte et tri des déchets solides (Tonnes/an)	3.2.2. X (2024)	3.2.2. X (2029)		
		3.2.3. Nombre d'emplois ETP directs soutenus et/ou maintenus dans les gestionnaires de ZTTs et PR par Commune, ventilés par sexe, âge, handicap, type d'emploi	3.2.3. X (2024)	3.2.3. X(2029)		

		3.3.1 Nombre d'études soutenues par l'action sur la structure de prix pour l'apport en décharge				
<b>Produit 3 lié à la réalisation 3</b>	3.3 Capacités des centres d'enfouissement renforcées et pérennisées	3.3.2. Nombre d'initiatives de lobbying /dialogue soutenues par l'action sur le financement durable des Centres d'enfouissement (dont nombre de celles qui incluent un dialogue sur l'égalité des sexes)	3.3.1 0 (2024)	3.3.1 X (2029)	Rapports de projet, rapports ANASP	
			3.3.2. 0 (2024)	3.3.2. X (2029)		
<b>Produit 4 lié à la réalisation 3</b>	3.4 L'ANASP est renforcée dans son rôle de conseil	3.4.1. Nombre de professionnels/personnel formés ou encadrés, dont le formateur valide une amélioration de leurs connaissances en matière de gestion, communication, appui-conseil, monitoring, ventilé, lorsque cela est possible et pertinent, par sexe et âge	3.4.1. 0 (2024)	3.4.1. X (2029)		
		3.4.2. Nombre d'initiatives de sensibilisation et d'information soutenues (dont nombre de celles qui incluent un dialogue sur l'égalité des sexes)	3.4.2. 0 (2024)	3.4.2. X (2029)	Rapports de projet, rapports ANASP	
		3.4.3. Nombre d'outils et de produits améliorés développés et/ou adoptés par l'ANASP (dont nombre de ceux qui tiennent compte du genre)	3.4.3. 0 (2024)	3.4.3. X (2029)		
<b>Produit 5 lié à la réalisation 3</b>	3.5 Capacités des communes et des consortia intercommunaux renforcées dans la maîtrise d'Ouvrage de la GDS	3.5.1. Nombre de points noirs, d'espaces communs, de sites emblématiques nettoyés/réhabilités avec le support de l'action	3.5.1. 0 (2024)	3.5.1. X (2029)		
		3.5.2. Nombre d'agents des communes formés ou encadrés, dont le formateur valide une amélioration de leurs connaissances en matière d'attribution des concessions, gestion des déchets, communication, ventilé, lorsque cela est possible et pertinent, par sexe et âge	3.5.2. 0 (2024)	3.5.2. X (2029)	Rapports de projet, rapports ANASP	
		3.5.3. Nombre de systèmes zéro déchets appuyés par l'action	3.5.3. 0 (2024)	3.5.3. X (2029)		

## 4 MODALITÉS DE MISE EN ŒUVRE

### 4.1 Convention de financement

Pour mettre en œuvre la présente action, il est envisagé de conclure une convention de financement avec la République de Guinée

### 4.2 Période indicative de mise en œuvre

La période indicative de mise en œuvre opérationnelle de la présente action, durant laquelle les activités décrites à la section 3 seront réalisées et les contrats et conventions correspondants mis en œuvre, est de 84 mois à compter de la date d'entrée en vigueur de la convention de financement.

La prolongation de la période de mise en œuvre peut être approuvée par l'ordonnateur compétent de la Commission, qui modifiera la présente décision, ainsi que les contrats et les accords concernés.

### 4.3 Mise en œuvre de la composante relative à l'appui budgétaire

Sans objet

### 4.4 Modalités de mise en œuvre

La Commission veillera au respect des règles et procédures pertinentes de l'UE pour l'octroi de financements à des tiers, notamment des procédures de réexamen s'il y a lieu, ainsi qu'à la conformité de l'action avec les mesures restrictives de l'UE.<sup>6</sup>

#### 4.4.1 Gestion indirecte avec une entité chargée de l'exécution

La présente action peut être mise en œuvre en gestion indirecte avec une ou plusieurs entités chargées de l'exécution qui seront sélectionnées par les services de la Commission sur la base des critères suivants :

- Une entité ayant une expérience avérée dans le secteur de l'assainissement et des eaux
- Une entité ayant la capacité financière et administrative requise
- Une entité ayant de l'expertise en matière d'égalité des genres et/ou engagement en faveur de l'égalité des genres (politique/stratégie, processus internes et capacités opérationnelles, entre autres)

La mise en œuvre par cette/ ces entité(s) implique la réalisation 1 (ou Objectif spécifique 1) « Le renforcement des plans communaux d'aménagement du territoire opposable aux tiers et encadrant les services primaires dans le Grand Conakry et dans les villes secondaires » et la réalisation 3 (ou Objectif spécifique 3) « Le renforcement et la pérennisation de la gestion des déchets solides dans le Grand Conakry et dans les villes secondaires ».

#### 4.4.2 Contribution à la Plateforme d'investissement pour l'Afrique (AIP)

Cette contribution peut être mise en œuvre en gestion indirecte avec les entités appelées institutions financières chefs de file, indiquées dans l'annexe du présent document d'action. La contribution concerne la réalisation 2 (ou Objectif spécifique 2) « Le renforcement et la pérennisation de la gestion des déchets solides dans le Grand Conakry et dans les villes secondaires ».

L'entité sera choisie d'un point de vue technique sur la base de sa présence et son engagement de plusieurs années dans le pays et dans le secteur, surtout dans les grands projets d'infrastructures. Néanmoins l'entité devra démontrer dans les études préliminaires de l'ouvrage d'avoir pris en compte d'une façon détaillée et exhaustive les problématiques liées aux questions environnementales et sociales qui seront créées par cette action. D'un point de vue financier sera pris en compte sa disponibilité et sa capacité à assumer le risque de

<sup>6</sup> [www.sanctionsmap.eu](http://www.sanctionsmap.eu). Veuillez noter que la carte des sanctions est un outil informatique permettant de répertorier les régimes de sanctions. Les sanctions résultent d'actes législatifs publiés au Journal officiel (JO). En cas de divergence entre les actes juridiques publiés et les mises à jour sur le site internet, c'est la version du JO qui fait foi.

l'opération et des conditions de concessionnalité offertes. Parmi les critères de sélection une attention particulière sera réservée à l'aspect genre pour garantir le respect des mesures envisagées pour la promotion et le développement des conditions des femmes.

#### 4.5. Critères d'éligibilité géographique pour les marchés et les subventions

L'éligibilité géographique au regard du lieu d'établissement pour la participation aux procédures de passation de marchés et d'octroi de subventions et au regard de l'origine des fournitures achetées, telle qu'elle est établie dans l'acte de base et énoncée dans les documents contractuels pertinents, est applicable sous réserve des dispositions suivantes.

L'ordonnateur compétent de la Commission peut étendre l'éligibilité géographique sur la base de l'urgence ou de l'indisponibilité des services sur les marchés des pays ou territoires concernés, ou dans d'autres cas dûment justifiés où l'application des règles d'éligibilité rendrait impossible ou excessivement difficile la réalisation de cette action (article 28, paragraphe 10, du règlement IVCDI - Europe dans le monde).

#### 4.6. Budget indicatif

Composantes budgétaires indicatives	Contribution de l'Union (montant en EUR)
<b>Modalités de mise en œuvre</b> – voir section 4.4	
<b>Objectif Spécifique 1</b> « Améliorer et rendre contraignante la planification communale d'aménagement du territoire en encadrant les services primaires dans le Grand Conakry et dans les villes secondaires en tenant compte les différentes priorités des femmes, des hommes et des enfants pour promouvoir l'atténuation et l'adaptation au changement climatique » Gestion indirecte avec une entité chargée de l'exécution	2 000 000
<b>Objectif Spécifique 2</b> « L'accès résilient à l'eau potable dans le Grand Conakry est amélioré, abordable, égalitaire et durable » Contribution à la Plateforme d'investissement pour l'Afrique (AIP)	26 400 000
<b>Objectif Spécifique 3</b> « La gestion des déchets solides à faible empreinte carbone dans le Grand Conakry et dans les villes secondaires est plus efficiente et durable » Gestion indirecte avec une entité chargée de l'exécution	17 400 000
<b>Évaluation</b> – voir section 5.2 <b>Audit</b> – voir section 5.3	200 000
<b>Provision pour dépenses imprévues</b>	s.o.
<b>Totaux</b>	46 000 000

#### 4.7. Structure organisationnelle et responsabilités

Le projet sera mis en œuvre en gestion indirecte à travers la signature d'une ou deux conventions de délégation, selon le choix d'un ou deux partenaires de mise en œuvre pour les activités liées aux réalisations (ou Objectifs spécifiques) 1 et 3. L'objectif 2 sera poursuivi par une convention de délégation mettant en œuvre un mixage prêt-don (*blending*).

Un comité de pilotage sera mis en place avec les parties prenantes du programme. Son rôle sera de définir les orientations stratégiques du projet, valider les plans de travail et calendriers des activités mis à jour sur base annuelle, valider les rapports de suivi, et décider de toute réorientation éventuelle. Le comité sera présidé par le Ministère du Plan et de la coopération et sera composé des ministères compétents notamment MUHAT, MATD, ministère de l'Environnement et des eaux et forêts, etc. Ce comité pourra également inviter les partenaires techniques et financiers impliqués dans le secteur pour garantir le partage d'information et la coordination des actions. Le comité se réunira sur une base semestrielle et autant de fois que nécessaire, sur convocation du Ministère concerné, en accord avec l'UE.

Un comité technique de suivi présidé par les institutions d'ancrage institutionnel : DATU, MUHAT se réunira de façon trimestrielle pour garantir un suivi et une coordination des actions sur le terrain. Ce comité aura également la responsabilité de préparer les comités de pilotage pour garantir les prises de décisions informées.

Soit dans le Comité de pilotage que dans le comité technique de suivi, la société civile sera représentée par des représentants avec le rôle d'observateur sans droit de décision.

Dans le cadre de sa prérogative d'exécution du budget et afin de préserver les intérêts financiers de l'Union, la Commission peut participer aux structures de gouvernance susmentionnées mises en place pour régir la mise en œuvre de l'action et peut signer ou s'engager dans des déclarations conjointes, dans le but de renforcer la visibilité de l'Union et de sa contribution à la présente action et d'assurer une coordination efficace.

## 5 MESURE DES PERFORMANCES

### 5.1 Suivi et rapports

Le suivi technique et financier courant de la mise en œuvre de la présente action est un processus continu et fait partie intégrante des responsabilités du partenaire chargé de la mise en œuvre. À cette fin, le partenaire chargé de la mise en œuvre met en place un système permanent de suivi interne, technique et financier de l'action et élabore régulièrement des rapports d'avancement (au moins annuels) et des rapports finaux. Chaque rapport fournit un compte rendu précis de la mise en œuvre de l'action, des difficultés rencontrées, des changements introduits, ainsi que du degré d'obtention de ses résultats (Produits et réalisations directes) mesurés par les indicateurs correspondants, en utilisant comme référence la matrice du cadre logique (pour la modalité du projet) et la liste de stratégie, de politique ou de plan d'action du partenaire (pour l'appui budgétaire).

La Commission peut effectuer d'autres visites de suivi du projet, par l'intermédiaire de son propre personnel et de consultants indépendants directement recrutés par la Commission pour réaliser des contrôles de suivi indépendants (ou recrutés par l'agent compétent engagé par la Commission pour mettre en œuvre ces contrôles).

Rôles et responsabilités en matière de collecte, d'analyse et de suivi des données :

Un comité de pilotage semestriel sera organisé par l'UGP. Le comité sera composé par, les partenaires de mise en œuvre du projet, l'ANASP, la SEG, leurs ministères de tutelle et par les bailleurs de fonds dont la DUE

Durant la période de démarrage du projet, les partenaires sélectionnés pour la mise en œuvre réaliseront une étude type « baseline » pour collecter les valeurs de référence et cibles potentielles du cadre logique qui ne sont pas objets de collection par les éditions précédentes du programme SANITA (I et II) et ne peuvent pas être issus des campagnes de relevé conduites par d'autres institutions nationales et internationales.

Au cours du projet les différents parties prenantes (PMEs, Communes, agences publiques de fourniture de services, groups de citoyens organisés etc.) constitueront une des principales sources d'information nécessaires à nourrir le système de gestion de la coopération externe de la CE, OPSYS. Chaque partenaire de l'Initiative Equipe Europe contribuera selon sa disponibilité de données à peupler la statistique au cours du projet. Où possible, les données seront toujours désagrégées par sexe et condition de fragilité. Le cadre d'ensemble reconstruit sur la base des données collectés sera fait circuler parmi les bailleurs, les partenaires de mise en œuvre et les bénéficiaires de manière à vérifier et, si nécessaire, adapter la stratégie de mise en œuvre pour mieux atteindre les résultats.



Les partenaires de mise en œuvre produiront des rapports de mise en œuvre semestriels qui seront approuvés lors des comités de pilotage. Ils seront aussi en charge de renseigner le système de gestion de la coopération externe, OPSYS, par les biais de l'accès que la Commission lui assurera. Tous les suivis et rapports évalueront la manière dont l'action tient compte du principe d'égalité entre les hommes et les femmes, d'une approche fondée sur les droits humains et des droits des personnes vivant avec un handicap, y compris l'inclusion et la diversité. Les indicateurs sont désagregés au moins par sexe et par âge, et par incapacité si possible

## 5.2 Évaluation

Compte tenu de la nature de l'action, des évaluations à mi-parcours et finales pourront effectuée(s) pour la présente action, ou une de ses composantes par des consultants indépendants.

L'évaluation à mi-parcours sera réalisée à des fins de résolution des problèmes et d'apprentissage, en particulier en ce qui concerne l'achèvement des cibles par les indicateurs de produit et de réalisation spécifié dans la Matrice du cadre logique (Point 3.6).

L'évaluation finale sera réalisée à des fins de responsabilisation et d'apprentissage à divers niveaux (y compris la révision des politiques), en tenant compte en particulier du fait que l'action en objet cible dans son ensemble la pérennisation des acquis, ce qui pourra être constaté seulement quelques années après la conclusion du programme.

L'action étant partie d'une plus large « Initiative Équipe Europe », les évaluations réalisées conjointement avec d'autres États membres contributeurs et les institutions européennes de financement du développement seront l'option privilégiée pour fournir une vue d'ensemble de l'action dans le cadre de l'impact plus large de l'initiative.

La Commission informera le partenaire de mise en œuvre au moins 30 jours avant les dates envisagées pour les missions d'évaluation. Le partenaire chargé de la mise en œuvre collabore de manière efficace et effective avec les experts chargés de l'évaluation, notamment en leur fournissant l'ensemble des informations et des documents nécessaires et en leur assurant l'accès aux locaux et aux activités du projet.

Les rapports d'évaluation peuvent être communiqués aux partenaires et aux autres principales parties prenantes, en application des bonnes pratiques en matière de communication des évaluations. Le partenaire chargé de la mise en œuvre et la Commission analysent les conclusions et les recommandations des évaluations et, le cas échéant, apportent les adaptations nécessaires.

Un ou plusieurs marchés de services d'évaluation peuvent être conclus au titre d'un contrat-cadre.

Toutes les évaluations analyseront la manière dont l'action prend en considération une approche basée sur les droits humains ainsi que la manière dont elle participe à l'égalité de genre et l'autonomisation des femmes.

L'expertise sur les droits humains et l'égalité de genre sera assurée par les équipes d'évaluation

## 5.3 Audit et vérifications

Sans préjudice des obligations applicables aux marchés conclus pour la mise en œuvre de la présente action, la Commission peut, sur la base d'une évaluation des risques, commander des audits indépendants ou des missions de vérification des dépenses pour un ou plusieurs contrats ou conventions.

# 6 COMMUNICATION STRATÉGIQUE ET DIPLOMATIE PUBLIQUE

Pour le cycle de programmation 2021-2027, une nouvelle approche pour la mise en commun, la programmation et le déploiement des ressources en matière de communication stratégique et de diplomatie publique sera adoptée.

Conformément au document «[Communiquer et accroître la visibilité de l'UE –Orientations relatives aux actions extérieures](#)», publié en 2022, la communication et la visibilité de l'UE reste une obligation juridique pour toutes les actions extérieures financées par l'Union, afin de faire connaître le soutien de l'Union européenne à leur travail auprès des publics concernés, notamment en utilisant l'emblème de l'Union et une brève déclaration de financement, sur tous les supports de communication liés aux actions concernées. Cette obligation s'applique de la même manière, que les actions concernées soient mises en œuvre par la Commission, des pays partenaires, des contractants, des bénéficiaires de subventions ou des entités chargées de l'exécution telles que les agences des Nations unies, les institutions financières internationales et les agences des États membres de l'Union.

Cependant, les documents d'action des programmes sectoriels spécifiques ne sont en principe plus tenus de prévoir des activités de communication et de visibilité sur les programmes concernés. Ces ressources seront prévues dans des facilités de coopération établies par des documents d'action de mesures d'accompagnement, permettant aux délégations de planifier et mettre en œuvre des activités de communication stratégique et de diplomatie publique pluriannuelles avec une masse critique suffisante pour être efficaces à l'échelle nationale.

## Appendice 1 RAPPORT DANS OPSYS

Une intervention primaire (projet/programme) est un ensemble cohérent d'activités et de résultats structurés dans un cadre logique visant à apporter un changement ou un progrès en matière de développement. La détermination du niveau de l'intervention primaire permettra:

d'articuler les actions ou les contrats en fonction d'une chaîne des résultats attendus et de leur permettre ainsi d'assurer un suivi et un compte rendu efficaces des performances;  
de différencier ces actions ou contrats de ceux qui ne produisent pas de résultats en matière de développement directement mesurables, définis comme des entités de soutien (c'est-à-dire des audits, des évaluations);  
de disposer d'une cartographie complète et exhaustive de toutes les actions et de tous les contrats porteurs de résultats.

Les interventions primaires sont indiquées lors de la conception de chaque action par le service responsable (délégation ou unité opérationnelle du siège).

Le niveau de l'intervention primaire choisi peut être modifié (directement dans OPSYS) et la modification ne constitue pas une modification du document d'action.

Le niveau d'intervention pour la présente action est indiqué comme (cochez l'une des quatre options suivantes);

<b>Niveau Action (appui budgétaire, financement mixte)</b>		
<input type="checkbox"/>	Action individuelle	Action présente: tous les contrats pour cette action
<b>Niveau Groupe d'actions (cas complémentaires, différentes phases d'un même programme)</b>		
<input checked="" type="checkbox"/>	Groupe d'actions	Références des actions (CRIS#/OPSY#): OPSY : ACT-62314 « SANITA+ » CRIS: GN/FED/2017/039-161 « SANITA » CRIS: GN/FED/2018/040-074 « SANITA II»
<b>Niveau Contrat</b>		
<input type="checkbox"/>	Contrat individuel 1	
<input type="checkbox"/>	Contrat individuel 2	
	(...)	
<b>Niveau Groupe de contrats (série de devis-programmes, cas où une action comprend par exemple quatre contrats et où deux d'entre eux, un contrat d'assistance technique et une convention de contribution, visent les mêmes objectifs et se complètent)</b>		
<input type="checkbox"/>	Groupe de contrats 1	

## Appendice 2 – Liste indicative des Institutions Financières éligibles

Eligible financial institutions to submit blending proposals to the Africa Investment Platform for the implementation of activities under the proposed action.

Acronym of Legal Entity	Legal Entity (sub-entities covered (if any) via hyperlink
ADB	Asian Development Bank
AfDB	African Development Bank
AU-IBAR	African Union
CABEI	Central American Bank for Economic Integration
CIFOR	Centre for International Forestry Research
DBSA	Development Bank of Southern Africa
EADB	East African Development Bank
EBRD	European Bank for reconstruction and development
EDFI	European Development Finance Institutions <sup>7</sup>
EIB	European Investment Bank
EIF	European Investment Fund
IADB	Inter-American Development Bank
IFAD	International Fund for Agricultural Development
NEFCO	Nordic Environment Finance Corporation
OIE	World Organisation for Animal Health
SPC	The Pacific Community
SPREP	South Pacific Regional Environment Programme
TDB	The Eastern and Southern African Trade and Development Bank
WBG	World Bank Group (IBRD, IDA, IFC, MIGA, ICSID)
WFP	World Food Programme

<sup>7</sup> EDFI is an association of 15 bilateral European development finance institutions with a private sector mandate. These institutions are the Belgian Investment Company for Developing Countries (BIO), the CDC Group, Compañía Española de Financiación del Desarrollo (COFIDES), the German Investment and Development Corporation (DEG), the Finnish Fund for Industrial Cooperation (FINNFUND), the Netherlands Development Finance Company (FMO), Denmark's Investment Fund for Developing (IFU), the Norwegian Investment Fund for Developing Countries (Norfund), the Development Bank of Austria (OeEB), France's Proparco, the Belgian Corporation for International Investment (SBI-BMI), the Swiss Investment Fund for Emerging Markets (SIFEM), Società Italiana per le Imprese all'Estero (SIMEST), Portugal's Sociedade para o Financiamento do Desenvolvimento (SOFID) and Swedfund International AB.

Acronym	National Agency, Country
AECID	Agencia española de cooperación internacional al desarrollo, Spain
AFD	Agence française de développement, France
BIO	Belgian Investment Company for Developing Countries
CDP	Cassa depositi e prestiti S.p.A., Italy
COFIDES	Compañía española de financiación del desarrollo, Spain
DEG	Deutsche Investitions- und Entwicklungsgesellschaft mbH, Germany
FMO	Nederlandse Financierings-Maatschappij voor Ontwikkelingslanden, Netherlands
KfW	Kreditanstalt für Wiederaufbau, Germany
PROPARCO	Groupe Agence Française de Développement, France
RVO	Rijksdienst voor Ondernemend Nederland (Netherlands Enterprise Agency), Netherlands
SIMEST	Società Italiana per le Imprese all'Estero, Italy
USAID	United States Agency for International Development, USA